

LES OBJECTIFS DE POLITIQUE
ETRANGERE DES ETATS-UNIS

VOLUME 7

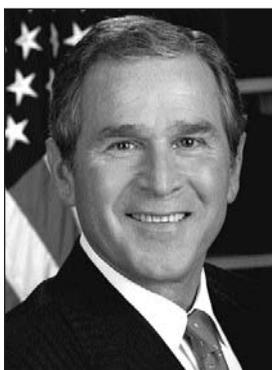
REVUE ELECTRONIQUE DU DEPARTEMENT D'ETAT DES ETATS-UNIS

NUMERO 3

LA STRATEGIE DE
SECURITE
NATIONALE DES
ETATS-UNIS:

UNE ERE NOUVELLE

DECEMBRE 2002



« Les grandes luttes du xx^e siècle entre la liberté et le totalitarisme se sont terminées par une victoire décisive des forces de la liberté et par la définition d'un modèle unique et durable pour assurer les succès nationaux : la liberté, la démocratie et la libre entreprise. Au xxi^e siècle, seuls les pays résolus à protéger les droits de l'homme fondamentaux et à garantir la liberté politique et économique seront capables de mobiliser le plein potentiel de leurs populations et d'assurer leur prospérité future (...) »

«Aujourd'hui, les Etats-Unis jouissent d'une force militaire sans égale et d'une grande influence économique et politique. Conformément à notre héritage et à nos principes, nous n'employons pas notre force pour obtenir des avantages unilatéraux. Nous cherchons au contraire à établir un équilibre des pouvoirs favorable à la liberté humaine et à instaurer des conditions dans lesquelles toutes les nations et toutes les sociétés peuvent choisir elles-mêmes les récompenses et les défis de la liberté politique et économique. Dans un monde en sécurité, les gens seront en mesure d'améliorer leurs conditions de vie. Nous défendrons la paix en combattant les terroristes et les tyrans. Nous maintiendrons la paix en élaborant de bonnes relations entre les grandes puissances. Nous propagerons la paix en encourageant la formation de sociétés libres et ouvertes sur tous les continents. »

George W. Bush

Président des Etats-Unis
20 septembre, 2002

C'est par ces mots que le président Bush a présenté au Congrès américain, le 20 septembre, sa Stratégie de sécurité nationale (SSN). En vertu de la loi Goldwater-Nichols de 1986, le gouvernement au pouvoir est tenu de soumettre au Congrès un rapport annuel dans lequel il expose les objectifs de la nation en matière de stratégie de sécurité. Cette tradition trouve ses origines dans la présentation, par le président Harry Truman en 1950, du rapport NSC-68 qui portait essentiellement sur les Etats-Unis et l'ex-Union soviétique et préconisait une doctrine d'endiguement qui allait dominer la guerre froide. Chaque président depuis lors a soumis un document similaire au Congrès, sous une forme ou une autre et au caractère plus ou moins spécifique.

Le présent numéro de la revue intitulée « Les Objectifs de politique étrangère des Etats-Unis » examine la nouvelle Stratégie de sécurité nationale du président Bush à travers une série d'articles, commentaires et références émanant d'experts en matière de sécurité nationale attachés au gouvernement, au Congrès et au monde universitaire.

La conseillère pour les questions de sécurité nationale, Condoleezza Rice, discute de la Stratégie de sécurité nationale dans ses grandes lignes tandis que le secrétaire d'Etat adjoint, Richard Armitage, examine la place que tient la coopération avec les alliances et alliés des Etats-Unis ; le général Richard Myers considère la Stratégie de sécurité nationale sous l'angle des menaces qui pèsent à l'heure actuelle ; le sous-secrétaire d'Etat Alan Larson explique le rôle de la sécurité économique ; les professeurs Robert Lieber et Keir Lieber font une analyse approfondie de la question, tandis que le professeur Richard Kugler évalue l'impact de la mondialisation sur la Stratégie de sécurité nationale.

La revue intitulée « Les Objectifs de politique étrangère des Etats-unis » est une publication de la section « sécurité politique » au sein du Bureau des programmes d'information internationale du département d'Etat américain. Elle a pour but d'examiner et de faire comprendre à un public mondial les tendances actuelles de la politique étrangère des Etats-Unis.

LES OBJECTIFS DE POLITIQUE ETRANGERE DES ETATS-UNIS

Revue électronique du département d'Etat des Etats-Unis

LA STRATEGIE DE SECURITE NATIONALE DES ETATS-UNIS : UNE ERE NOUVELLE

SOMMAIRE

● DOSSIER

UN EQUILIBRE DES POUVOIRS QUI FAVORISE LA LIBERTE 5

Condoleezza Rice
Conseillère du président pour les questions de sécurité nationale

LA PLACE DE LA COOPERATION INTERNATIONALE DANS LA STRATEGIE DE SECURITE NATIONALE 10

Richard Armitage
Secrétaire d'Etat adjoint

LA PAIX ET LA SECURITE AU XX^e SIECLE : LE ROLE DES FORCES ARMEES AMERICAINES 14

Général Richard Myers
Chef de l'état-major interarmées

LES PRIORITES ECONOMIQUES DE LA STRATEGIE DE SECURITE NATIONALE 19

Alan Larson
Sous-secrétaire d'Etat aux Affaires économiques, commerciales et agricoles

● OPINION

LA DIPLOMATIE PUBLIQUE ET LA POLITIQUE ETRANGERE DES ETATS-UNIS : PARLER A NOS ALLIERS SILENCIEUX 24

Henry Hyde
Représentant, président de la Commission des affaires étrangères à la Chambre des représentants

● PERSPECTIVE REGIONALE

L'AFRIQUE OCCUPE UNE PLACE DE PREMIER PLAN DANS LA NOUVELLE STRATEGIE DE SECURITE NATIONALE 30

James Fisher-Thompson
Rédacteur du « Washington File », service Afrique
Bureau des programmes d'information internationale, département d'Etat des Etats-Unis

● ANALYSE

LA STRATEGIE DE SECURITE NATIONALE DU PRESIDENT BUSH 35

Keir Lieber
Professeur adjoint de sciences politiques, université de Notre Dame, et Robert Lieber, professeur de gestion publique et de politique étrangère, université de Georgetown

Richard Kugler, professeur et directeur du Centre de politique en matière de technologie et de sécurité nationale de la National Defense University

*Richard Grimmett
Spécialiste en matière de défense nationale, Division des affaires étrangères, de la défense et du commerce
Service de recherches du Congrès des Etats-Unis*

● FICHE ANALYTIQUE

● SOURCES D'INFORMATION (en angl ais)

LES OBJECTIFS DE POLITIQUE ETRANGERE DES ETATS-UNIS

Le Bureau des programmes d'information internationale du département d'Etat des Etats-Unis offre des produits et des services qui visent à expliquer la politique des Etats-Unis à des auditoires étrangers. Le Bureau publie cinq revues électroniques qui examinent les principales questions intéressant les Etats-Unis et la communauté internationale. Dans cinq numéros distincts — « Perspectives économiques », « Dossiers mondiaux », « Démocratie et droits de l'homme », « Les Objectifs de politique étrangère des Etats-Unis » et « La Société américaine » — ces revues présentent des déclarations sur la politique des Etats-Unis, des articles de fond, des analyses, des commentaires et des renseignements de base sur un thème donné.

Toutes les revues sont publiées en anglais, en français, en portugais et en espagnol; certaines d'entre elles sont également traduites en arabe et en russe. Une nouvelle revue en anglais est publiée toutes les trois à six semaines. La parution des versions traduites suit normalement de deux à quatre semaines celle de la version en anglais.

Les opinions exprimées dans les revues ne représentent pas nécessairement le point de vue ou la politique du gouvernement des Etats-Unis. Le département d'Etat des Etats-Unis n'est nullement responsable du contenu ou de l'accessibilité des sites Internet indiqués en hyperlien; seuls les éditeurs de ces sites ont cette responsabilité. Les articles publiés dans ces revues peuvent être librement reproduits en dehors des Etats-Unis, sauf indication contraire ou sauf mention de droit d'auteur. Les photos protégées par un droit d'auteur ne peuvent être utilisées qu'avec l'autorisation de la source indiquée.

*Les numéros les plus récents, les archives ainsi que la liste des journaux à paraître, sont disponibles sur Internet à la page d'accueil du Bureau des programmes d'information internationale, à l'adresse suivante:
<http://usinfo.state.gov/journals/journals.htm#fr>*

Ils sont disponibles dans plusieurs formats électroniques afin d'en faciliter la consultation en ligne, le transfert, le téléchargement et la reproduction.

Veillez adresser toute correspondance au siège de l'ambassade des Etats-Unis de votre pays ou bien à la rédaction:

Editor, U.S. Foreign Policy Agenda

Political Security — IIP/T/PS

U.S. Department of State

301 4th Street, SW

Washington, DC 20547

Etats-Unis d'Amérique

Adresse courrier électronique: ejeforpol@pd.state.gov

*Veillez noter qu'il est possible de consulter le présent numéro des « Objectifs de politique étrangère des Etats-Unis » sur Internet à l'adresse suivante:
<http://usinfo.state.gov/journals/ips/1102/ijpf/ijpf1102.htm>*

Directrice de la publication.....	Judith Siegel
Directeur de la rédaction.....	Michael Scanlin
Rédacteur en chef.....	Merle Kellerhals
Rédacteur adjoint.....	Wayne Hall
Rédacteurs.....	Brenda Butler
.....	Ralph Dannheisser
.....	David Denny
.....	Margaret Kammeyer
.....	Carol Locke
.....	Margaret McKay
.....	Jody Rose Platt
.....	Jacquelyn Porth
.....	Jay Richter
Documentation.....	Sam Anderson
.....	Camille Lyon
.....	Rebecca Ford Mitchell
.....	Vivian Stahl
Assistante administrative.....	Tracy Nelson
Stagiaire.....	Jennifer Flahive
Conception graphique.....	Min Yao
Assistante graphique.....	Sylvia Scott
Traduction.....	Service linguistique
.....	IIP/G/AF
Maquette française.....	ARS, Paris
Conseil de rédaction.....	James Bullock
.....	George Clack
.....	Judith Siegel

UN EQUILIBRE DES POUVOIRS QUI FAVORISE LA LIBERTE

Condoleezza Rice

Conseillère du président pour les questions de sécurité nationale



« La nouvelle Stratégie de sécurité nationale du président Bush représente une ambitieuse stratégie de protection de notre pays adaptée aux nouvelles réalités et aux nouvelles possibilités de notre époque », a déclaré Condoleezza Rice, conseillère en matière de sécurité nationale. Elle engage les Etats-Unis à se servir de leur position de force et de leur influence sans pareil pour instaurer un équilibre des pouvoirs qui favorise la liberté. Comme l'explique le président Bush dans l'avant-propos : « Nous cherchons (...) à instaurer des conditions dans lesquelles toutes les nations et toutes les sociétés peuvent choisir elles-mêmes les récompenses et les défis de la liberté politique et économique. »

(Cet article est tiré de la conférence Wriston 2002, présentée au Manhattan Institute de New York le 1^{er} octobre 2002.)

La chute du mur de Berlin et l'effondrement du World Trade Center ont marqué le début et la fin d'une longue période de transition. Pendant cette période, ceux d'entre nous dont le métier consiste à analyser les relations internationales ont cherché une théorie ou un schéma général permettant d'expliquer et de décrire les nouvelles menaces et les parades qu'il convenait d'y apporter. Certains ont affirmé que les nations et leurs armées n'avaient plus d'importance et que seuls comptaient des marchés mondiaux reliés les uns aux autres par de nouvelles technologies. D'autres ont prédit un avenir avant tout marqué par des conflits ethniques. Et certains sont allés jusqu'à penser que les principales ressources des forces armées américaines, à l'avenir, seraient consacrées à la gestion des conflits civils et de l'aide humanitaire.

Il faudra attendre longtemps avant de pouvoir analyser les effets à long terme du 11 septembre 2001. Mais il est certaines vérités que cette tragédie nous a fait comprendre, de la façon la plus brutale qui soit.

Avant tout peut-être, les événements du 11 septembre ont cristallisé notre vulnérabilité. Ils ont également fait apparaître au grand jour la nature des menaces auxquelles nous devons faire face aujourd'hui. Les menaces actuelles proviennent moins d'armées géantes que de petits groupes de terroristes opérant dans l'ombre, moins d'Etats puissants que d'Etats faibles ou en situation d'échec. Et après le 11 septembre, il n'est plus permis de douter qu'une

menace pèse aujourd'hui sur la sécurité même de l'Amérique – une menace aussi grave que ce que nous avons pu connaître pendant la guerre de Sécession, pendant la Deuxième Guerre mondiale ou pendant la guerre froide.

La nouvelle Stratégie de sécurité nationale du président Bush représente une ambitieuse stratégie de protection de notre pays adaptée aux nouvelles réalités et aux nouvelles possibilités de notre époque.

Elle engage les Etats-Unis à se servir de leur position de force et de leur influence sans pareil pour instaurer un équilibre des pouvoirs qui favorise la liberté. Comme l'explique le président Bush dans l'avant-propos : « Nous cherchons (...) à instaurer des conditions dans lesquelles toutes les nations et toutes les sociétés peuvent choisir elles-mêmes les récompenses et les défis de la liberté politique et économique. »

Cette stratégie a trois grands axes :

- Nous défendrons la paix en combattant et en prévenant la violence des terroristes et des régimes dévoyés.
- Nous maintiendrons la paix en favorisant de bonnes relations entre les grandes puissances du monde.
- Et nous ferons avancer la paix en cherchant à faire

bénéficier un plus grand nombre de pays des avantages de la liberté et de la prospérité.

Défendre notre nation contre ses ennemis est la priorité première et fondamentale du gouvernement fédéral. Les Etats-Unis sont en outre investis d'une responsabilité particulière: aider à obtenir un monde plus sûr.

Afin de lutter contre le terrorisme à l'échelle mondiale, nous coopérerons avec nos partenaires de la coalition internationale en nous servant de tous les outils de notre arsenal – de la diplomatie à de meilleurs systèmes de défense en passant par l'application des lois, les services du renseignement, la suppression des moyens de financement des terroristes et, si besoin est, le recours aux forces militaires.

Nous démantèlerons les réseaux de terroristes, nous demanderons des comptes aux pays qui abritent des terroristes et nous affronterons les despotes agressifs qui détiennent ou cherchent à obtenir des armes nucléaires, chimiques et biologiques qui pourraient être transmises à leurs alliés terroristes. Il s'agit là des différents visages du même fléau. Les terroristes ont besoin d'un endroit où comploter, où se former, où s'organiser. Les tyrans alliés aux terroristes peuvent considérablement étendre la portée des actes meurtriers de ces derniers. Associés à des despotes, les terroristes peuvent acquérir des technologies leur permettant de tuer un nombre encore plus grand de personnes. Chacune de ces menaces amplifie le danger que présentent les autres. Le seul moyen de garantir la sécurité est donc de véritablement faire face à la fois aux terroristes et aux despotes.

Pour ces différentes raisons, le président Bush est résolu à affronter le régime irakien qui depuis plus de dix ans fait fi des justes revendications de la communauté internationale. Nous sommes prévenus. Le risque que présente l'arsenal de Saddam Hussein est beaucoup plus réel que tout ce que nous aurions pu prévoir avant le 11 septembre. Et tout dirigeant ou toute nation qui sera resté immobile face à ce nuage noir, par suffisance ou par indécision, sera jugé sans ménagement par les générations à venir.

La violation par le régime irakien de toutes les conditions imposées par le Conseil de sécurité de

l'ONU depuis le cessez-le-feu de 1991 justifie – légalement et moralement – l'application forcée de ces conditions.

Il est également vrai que depuis le 11 septembre notre pays se concentre, à juste titre et comme jamais il ne l'avait jamais fait auparavant, afin d'empêcher toute attaque dont nous serions la cible.

La Stratégie de sécurité nationale n'annule pas les doctrines des cinquante dernières années et ne rejette ni l'endiguement ni la dissuasion. Ces concepts stratégiques pourront être utiles et continueront à l'être, selon les circonstances. Mais certaines menaces sont potentiellement si catastrophiques – et peuvent surgir si brusquement, par des voies qu'il n'est pas possible d'identifier – qu'elles ne peuvent être endiguées. Il ne sera probablement jamais possible de dissuader des extrémistes qui considèrent le suicide comme un sacrement. Et les nouvelles technologies nous obligent à mener une nouvelle réflexion sur la véritable « imminence » d'une menace. Il est donc tout à fait compréhensible que les Etats-Unis doivent se tenir prêts à agir, si besoin est, avant que les menaces ne se concrétisent vraiment.

La notion d'action préventive n'est pas nouvelle. Aucun pays n'a jamais été moralement ou légalement tenu d'attendre d'être attaqué avant de faire face à des menaces pesant sur son existence même. Comme George Shultz a récemment écrit, « S'il y a un serpent à sonnette dans la cour, vous n'attendez pas qu'il vous attaque pour agir au titre de la légitime défense. » De la crise des missiles de Cuba en 1962 à la crise de la péninsule de Corée en 1994, les Etats-Unis revendiquent depuis longtemps le droit à la légitime défense anticipée.

Mais cette approche est à manier avec beaucoup de prudence. Le nombre de situations dans lesquelles elle pourrait être justifiée sera toujours très restreint. Il ne s'agit pas de donner la permission – aux Etats-Unis ou à toute autre nation – d'agir sans avoir au préalable épuisé tous les autres recours, y compris la diplomatie. L'action préventive ne s'inscrit pas au tout début d'une longue série d'efforts. Il faut que la menace en question soit très grave, et qu'attendre soit nettement plus risqué qu'agir.

Pour garantir ces différents moyens de défendre la paix, les Etats-Unis constitueront et entretiendront des forces armées du XXI^e siècle prêtes à relever tous les défis.

Nous chercherons à dissuader tout adversaire potentiel de renforcer ses pouvoirs militaires dans l'espoir de surpasser, ou d'égaliser, la puissance des Etats-Unis et de nos alliés.

Certains ont jugé imprudente cette franchise. Mais à n'en pas douter, la clarté est dans ce cas une vertu. Dissuader toute surenchère militaire peut permettre d'éviter d'éventuels conflits et une coûteuse course mondiale à l'armement. Et les Etats-Unis invitent – à vrai dire exhortent – leurs alliés épris de paix, ceux qui se trouvent par exemple en Europe, à accroître leurs capacités militaires.

La responsabilité de maintenir un équilibre des pouvoirs qui favorise la liberté devrait être assumée par tous les pays qui favorisent la liberté. Aucun de nous n'a intérêt à souhaiter l'apparition d'un adversaire doté d'une forte puissance militaire qui ne partage pas les valeurs que nous avons en commun.

Heureusement, cette possibilité n'a jamais été plus lointaine qu'aujourd'hui. Nous avons l'occasion historique de mettre fin au cycle destructeur des rivalités entre grandes puissances qui accablent l'humanité depuis que l'Etat-nation s'est imposé au XVII^e siècle. Aujourd'hui, les grandes puissances mondiales sont unies par des intérêts communs, des dangers communs, et – de plus en plus – des valeurs communes. Les Etats-Unis feront de ce constat une stratégie essentielle du maintien de la paix pendant de nombreuses décennies à venir.

Dans le domaine des relations internationales, une querelle de longue date oppose l'école « réaliste » à l'école « idéaliste ». Pour simplifier à l'excès, disons que les réalistes minimisent l'importance des valeurs et de la structure interne des Etats et mettent au contraire l'accent sur l'équilibre des pouvoirs, qui est à leur avis la clé de la stabilité et de la paix. Les idéalistes accordent la primauté aux valeurs, comme la liberté, la démocratie et les droits de l'homme, qui contribuent de façon décisive, selon eux, à l'établissement d'un régime politique juste. En tant que professeur, je reconnais que ce débat a aidé de

nombreuses générations de chercheurs à obtenir un poste de titulaire et à faire carrière. En tant que responsable politique, je peux vous assurer que ces catégories masquent la réalité.

En réalité, pouvoir et valeurs sont complètement indissociables. Le pouvoir compte dans la conduite des affaires mondiales. Les grandes puissances comptent pour beaucoup ; elles ont la possibilité d'influencer la vie de millions de personnes et de changer le cours de l'histoire. Et les valeurs des grandes puissances comptent aussi. Si l'Union soviétique avait gagné la guerre froide, le monde serait aujourd'hui bien différent ; l'Allemagne d'aujourd'hui ressemblerait à l'ancienne République démocratique allemande, et l'Amérique latine à Cuba.

Aujourd'hui, un certain modèle de progrès fondé sur la liberté politique et économique s'impose de plus en plus sur tous les continents. Les Etats-Unis, nos alliés de l'OTAN, nos voisins du continent américain, le Japon et nos autres amis et alliés d'Asie et d'Afrique ont tous en commun le même attachement global à la démocratie, à la primauté du droit, à une économie de marché et au libre-échange.

En outre, depuis le 11 septembre, toutes les grandes puissances du monde considèrent qu'elles sont sur le même bord d'un profond fossé qui sépare les forces du chaos et l'ordre et elles agissent en conséquence.

L'Amérique et l'Europe accordent depuis longtemps la même importance à la liberté. Nous comprenons maintenant également que le fait d'être pris pour cible par des assassins professionnels est un stimulant puissant qui nous amène à reconnaître que des différends sur d'autres questions importantes ne sont que des différences d'orientation et non des conflits de valeurs fondamentales.

Les Etats-Unis coopèrent également avec l'Inde dans divers domaines – alors même que nous collaborons étroitement avec le Pakistan.

La Russie est un partenaire important dans la guerre contre le terrorisme et s'achemine vers un avenir marqué par une plus grande démocratie et une plus grande liberté économique. Ce faisant, nos relations continueront de se diversifier et de s'approfondir.

L'adoption du Traité ABM (Traité de 1972 sur les missiles antimissiles balistiques) et la signature du Traité de Moscou réduisant de deux tiers les armes stratégiques prouvent que l'époque de la confrontation militaire de la Russie et de l'Ouest est révolue.

La Chine et les Etats-Unis coopèrent sur des questions allant de la lutte contre le terrorisme au maintien de la stabilité sur la péninsule coréenne. Et la Chine poursuit sa transition. Certes, dans certains domaines, ses dirigeants ont encore des pratiques abominables. Mais les dirigeants de la Chine ont déclaré que leur objectif principal était d'améliorer les conditions de vie de la population chinoise. Ils se rendront compte que pour atteindre cet objectif dans le monde actuel, il leur faudra mettre en valeur le capital humain de la Chine plus que ses ressources naturelles ou ses possessions territoriales.

Et à mesure que la population chinoise s'instruit, acquiert une plus grande liberté de pensée et un plus grand esprit d'entreprise, nous pensons que cela mènera inévitablement à une plus grande liberté politique. On ne peut s'attendre à ce que les gens réfléchissent au travail mais pas pendant leurs heures de repos.

Cette confluence d'intérêts communs et de valeurs de plus en plus communes offre d'énormes possibilités. Au lieu de répéter le schéma historique selon lequel la rivalité des grandes puissances exacerbe les conflits locaux, nous pouvons mettre à profit la coopération des grandes puissances pour résoudre des conflits, que ce soit au Moyen-Orient, au Cachemire, au Congo ou ailleurs. La coopération des grandes puissances donne également aux institutions multilatérales – comme l'ONU, l'OTAN et l'OMC (Organisation mondiale du commerce) – l'occasion de faire leurs preuves. Tel est le défi qu'a lancé le président Bush à l'ONU en ce qui concerne l'Irak. Et la coopération des grandes puissances peut permettre de progresser dans la résolution de problèmes qui nécessitent des solutions multilatérales – qu'il s'agisse de terrorisme ou de l'environnement.

Pour instaurer un équilibre des pouvoirs qui favorise la liberté, nous devons également faire progresser la paix en faisant bénéficier le plus grand nombre de personnes possible des avantages de la liberté et de la

prospérité. Comme l'a dit le président, nous avons comme responsabilité de bâtir un monde qui soit non seulement plus sûr mais aussi meilleur.

Les Etats-Unis combattent la pauvreté, les maladies et l'oppression, non seulement par obligation morale mais aussi par bon sens. Nous avons vu comment les pays pauvres peuvent s'affaiblir ou même manquer à leurs devoirs et risquer d'être dévoyés par des réseaux de terroristes – avec des conséquences potentiellement catastrophiques. Et dans les sociétés où les moyens d'expression légaux dont dispose l'opposition politique sont censurés, la tentation de s'exprimer par le biais de la violence s'intensifie.

Nous mènerons les efforts visant à bâtir un système commercial mondial de plus en plus important et plus libre. Sur notre propre continent, par exemple, nous sommes résolus à signer d'ici à 2005 un Accord de libre-échange des Amériques. Nous entamons également des négociations portant sur un accord de libre-échange avec l'Union douanière d'Afrique australe. La croissance des échanges commerciaux est essentielle aux efforts de développement des pays pauvres et à la santé économique de toutes les nations.

Nous continuerons à montrer l'exemple à l'échelle mondiale en combattant le VIH/sida, une pandémie qui constitue un défi pour notre humanité et menace des sociétés entières.

Nous chercherons à inclure tous les pays au sein d'un « cercle de développement » de plus en plus large. Cette année, le président a proposé d'accroître de 50 % l'aide au développement. Mais il a également indiqué sans ambiguïté que ces nouvelles sommes seraient soumises à de nouvelles conditions. Ces ressources ne seront allouées qu'aux pays qui s'emploient à gouverner équitablement, à investir dans la santé et l'éducation de leur population et à encourager la liberté économique.

L'expérience a montré qu'en présence de corruption, de politiques inadéquates et de mauvaises pratiques, l'aide financière est pire qu'inutile. Dans de telles conditions, l'aide renforce de mauvaises politiques, fait fuir les investissements et perpétue la misère. En revanche, de bonnes politiques attirent les capitaux privés et permettent de développer les échanges

commerciaux. Lorsque le cadre de politique générale est adéquat, l'aide au développement est un catalyseur et non un palliatif.

La politique étrangère américaine repose avant tout sur notre détermination à soutenir les hommes et les femmes de tous les pays qui défendent ce que le président a appelé « les impératifs absolus de la dignité humaine » : la liberté d'expression, l'égalité de tous devant la justice, le respect des femmes, la tolérance religieuse et les limites au pouvoir de l'Etat.

Ces principes sont universels et le président Bush les a inscrits à l'ordre du jour dans les régions où beaucoup pensaient qu'il était imprudent ou impossible simplement d'en débattre.

Du Caire à Ramallah et de Téhéran à Tachkent, le président a clairement indiqué que les valeurs devaient être une composante essentielle de nos relations avec les autres pays. Par leur aide au développement, leur diplomatie, leurs émissions diffusées à l'échelle internationale et leur assistance en matière d'éducation, les Etats-Unis s'emploieront à promouvoir la modération, la tolérance et les droits de l'homme. Et nous nous réjouissons à l'avance de défendre un jour ces aspirations dans un Etat irakien libre et unifié.

Nous rejetons la théorie condescendante selon laquelle la liberté ne pourrait s'épanouir sur le sol du Moyen-Orient, ou selon laquelle, pour une raison ou une autre, les musulmans ne partageraient pas ce désir de liberté. Les célébrations auxquelles nous avons assisté l'an dernier dans les rues de Kaboul apportent la preuve du contraire. Et dans un rapport récent de l'ONU, un groupe de 30 intellectuels arabes a reconnu que la pleine participation de leurs pays aux progrès de notre époque ne pourrait se faire sans une plus grande liberté politique et économique, l'émancipation des femmes et une éducation meilleure et plus moderne.

Nous ne cherchons pas à imposer la démocratie, nous cherchons seulement à instaurer des conditions dans lesquelles les populations pourront exiger elles-mêmes un avenir plus libre. Nous reconnaissons

également qu'il n'existe pas de formule standard convenant à tous. Nous n'imaginons pas un avenir où chacun mangerait des Big Mac et boirait du Coca-Cola, ou bien où chaque pays serait doté d'un système législatif à deux assemblées comprenant 535 membres et d'un pouvoir judiciaire fondé sur les principes de Marbury vs. Madison.

L'Allemagne, l'Indonésie, le Japon, les Philippines, l'Afrique du Sud, la Corée du Sud, Taiwan et la Turquie prouvent que la liberté se manifeste différemment de par le monde, et que de nouvelles libertés peuvent occuper une place d'honneur aux côtés de traditions anciennes. Dans des pays comme Bahreïn, la Jordanie, le Maroc et le Qatar, des réformes sont en voie de réalisation et prennent forme en fonction des particularités locales. Et en Afghanistan cette année, une assemblée traditionnelle, Loya Jirga, a servi à créer le gouvernement le plus représentatif qu'ait jamais connu l'Afghanistan.

Etant donné leur histoire, les Etats-Unis savent qu'il leur faut être à la fois patient et humble. Les changements – même positifs – sont souvent difficiles. Et les progrès sont parfois lents à venir. L'Amérique n'a pas toujours été à la hauteur de ses grands idéaux. Lorsque les pères fondateurs déclaraient « Nous, le peuple... », ils ne pensaient pas à moi. La démocratie demande beaucoup d'efforts. Et 226 ans plus tard, nous essayons encore, tous les jours, de nous montrer à la hauteur.

Nous avons la possibilité de façonner un XXI^e siècle qui concrétisera nos espoirs et effacera nos peurs. A condition d'agir avec détermination et avec clarté. A condition de refuser systématiquement de vivre dans un monde régi par la terreur et le chaos. A condition de ne pas ignorer les dangers que constituent les despotes agressifs et les technologies mortelles. Et à condition d'exercer notre influence avec persistance et patience, au service de nos idéaux et non de notre seul intérêt. ●

LA PLACE DE LA COOPERATION INTERNATIONALE DANS LA STRATEGIE DE SECURITE NATIONALE

Richard Armitage
Secrétaire d'Etat adjoint



« Le 11 septembre représente un jour terrible dans l'histoire des Etats-Unis et du monde entier. Toutefois, cet événement a donné lieu à des changements positifs, explique Richard Armitage, secrétaire d'Etat adjoint. D'une certaine façon, la stratégie de sécurité nationale traduit un réalignement mondial qui offre à toutes les nations l'occasion de redéfinir leurs priorités. Par la même occasion, nous avons la possibilité d'orienter la coopération internationale sur deux volets : non seulement remporter la guerre contre le terrorisme mais aussi relever tous les défis qui concernent la communauté internationale. »

A la fin de novembre dernier, alors que les Américains se préparaient à célébrer Thanksgiving, le peuple du Sri Lanka avait aussi d'excellentes raisons de se réjouir. Le 25 novembre, à Oslo en Norvège, les représentants de 22 nations – y compris les Etats-Unis – s'engageaient à soutenir politiquement et financièrement le processus de paix au Sri Lanka, lequel offre le meilleur espoir, depuis plusieurs années, de mettre fin à vingt ans de violence et de terreur.

Cette date nous a rappelé que la résolution d'un conflit, même pour un petit pays comme le Sri Lanka, n'est possible qu'avec le soutien de la communauté internationale. Le 25 novembre nous a également prouvé qu'aucune nation ne peut lutter efficacement contre le terrorisme et contre les conditions qui sont le ferment de ce phénomène, sans l'appui d'autres nations ou organisations.

A l'aube du XXI^e siècle, les Etats-Unis sont, sans conteste, la nation la plus puissante diplomatiquement, économiquement, militairement et culturellement. Le peuple américain a, bien plus qu'à tout autre moment de son histoire, la possibilité et les moyens de protéger et de propager ses intérêts dans le monde. Bien plus que jamais, la nation américaine a l'immense responsabilité de montrer la voie.

Toutefois, notre puissance et influence ne nous empêchent pas d'être confrontés aux mêmes défis en matière de sécurité que le Sri Lanka. Il apparaît

qu'aucune nation ne peut faire cavalier seul pour s'attaquer à ce problème.

La coopération est un principe fondamental de la Stratégie de sécurité nationale du président Bush. Ce document consacre non seulement un chapitre à l'importance stratégique des alliances et des partenariats mais il souligne sur presque chaque page le besoin de coopération entre les nations, les institutions et les organisations internationales. La coopération internationale est un ingrédient indispensable, que l'objectif soit de lutter contre le terrorisme, de maintenir la stabilité régionale, de développer les échanges et le développement, de protéger les relations amicales avec les puissances mondiales ou de traiter des questions transnationales telles les armes de destruction massive, les maladies infectieuses ou la criminalité internationale.

L'attachement que portent les Etats-Unis à la coopération internationale reflète non seulement un certain pragmatisme mais aussi un principe clé que nous retrouvons tout au long de notre histoire et qui sous-tend notre vision de l'avenir. La Stratégie de sécurité nationale du président Bush montre très clairement que la politique étrangère américaine a pour objectif non seulement de protéger le peuple américain mais aussi de défendre la dignité humaine sur les cinq continents. Ce programme ambitieux exige que l'on gagne la guerre contre le terrorisme et que l'on applique les leçons tirées de ces nouvelles relations tissées pendant cette guerre pour relever les

nouveaux défis qui se poseront à nous à l'avenir. Le département d'Etat, agence clé dans le développement et le maintien des relations internationales d'aujourd'hui et de demain, joue un rôle fondamental dans la mise en œuvre de cette vision. En sa qualité de représentant du président dans cette initiative, le secrétaire d'Etat, M. Colin Powell, assume son rôle avec sérieux et dévouement pour tisser ces relations précieuses et orchestrer les efforts du département d'Etat.

Tout gouvernement doit assurer la protection de ses gouvernés. La priorité numéro un du président Bush est d'empêcher une autre attaque terroriste contre le peuple américain. Comme l'indiquent les récents attentats à Bali et au Kenya, le terrorisme est devenu une réalité quotidienne et une menace pour toutes les nations et les peuples du monde entier. Par conséquent, notre réaction et les retombées de notre politique doivent avoir un caractère mondial. Si nous nous réserverons toujours le droit d'agir seuls pour défendre nos intérêts, notre sécurité nationale se trouve renforcée quand d'autres pays choisissent de nous aider à nous protéger en jouant un rôle constructif et proactif. Etant donné les visées mondiales des terroristes, la sécurité nationale aujourd'hui dépend de la protection que s'accordent mutuellement les pays et pas uniquement de l'infaillibilité des mesures mises en œuvre par un pays pour se défendre.

Même si, en temps de guerre, les coalitions sont monnaie courante, la coalition actuelle contre le terrorisme est sans précédent, tant au plan de sa portée qu'à celui de son ampleur. Dans le cadre d'un effort diplomatique considérable, les Etats-Unis se sont ralliés à quelque 180 nations pour contrer les menaces terroristes grâce à une panoplie de moyens : renseignements, finances, forces de police et opérations militaires. Le Conseil de sécurité des Nations unies a permis la formation d'une coalition aussi large en adoptant la résolution 1373 en vertu de laquelle toutes les nations ont l'obligation de lutter activement contre toutes formes de soutien aux terroristes et à leurs alliés – financement, recrutement, transit, accueil – et de collaborer avec les autres pays à la lutte antiterroriste.

Le réseau mondial d'alliances et de partenariats des Etats-Unis, dont plusieurs ont vu le jour, pendant la guerre froide, s'est adapté très rapidement au nouvel environnement de sécurité qui a suivi le 11 septembre. Au lendemain de la tragédie, l'OTAN, l'ANZUS (Australie, Nouvelle-Zélande et Etats-Unis) et l'OEA (Organisation des Etats américains), par exemple, ont fait appel pour la première fois à des mécanismes de légitime défense définis il y a cinquante ans. Oui, les forces de l'OTAN venues d'Europe patrouillèrent le ciel américain dans les jours et les mois qui suivirent les attaques. D'autres institutions multilatérales changèrent de cap pour répondre aux besoins immédiats. Le Financial Action Task Force (groupe d'action financière), créé pour traquer les fonds alimentant le trafic international de stupéfiants, a pris les devants pour remonter les filières de financement menant aux terroristes. Les pays du G-8 se sont réunis pour mettre sur pied, dans le cadre de l'initiative « Container Security » (sécurité des conteneurs), des réseaux sécurisés d'échanges et de communication, incluant le placement mutuel d'inspecteurs de douanes dans leurs ports. De nouvelles relations sont également intervenues. Ainsi, pour la première fois, des diplomates américains ont négocié des droits d'accès et de survol pour les forces américaines et leurs alliés avec les Etats d'Asie centrale.

Depuis 14 mois, ce mélange de soutien multilatéral composé d'alliances ad hoc et d'arrangements plus formels a permis de mener une campagne antiterroriste efficace et continue. Les opérations militaires des forces alliées ont permis de chasser al-Qaëda de l'Afghanistan en détruisant ses infrastructures et en tuant ou capturant plusieurs de ses chefs. Les autres se cachent ou sont en cavale. L'échange de renseignements et la coopération des forces de police ont conduit à l'arrestation ou à la détention de presque 2 300 suspects dans 99 pays et ont permis d'éviter des attaques sur des civils dans le monde entier, même si malheureusement certaines n'ont pu être empêchées. Quelque 160 pays ont gelé plus de 100 millions de dollars d'avoirs appartenant aux terroristes et à leurs alliés. Tous ces efforts ont été accomplis par des experts chevronnés en politique étrangère à qui l'on doit les accords et les actions nécessaires.

Outre, la conduite de la guerre et le déploiement de moyens à long terme pour lutter contre le terrorisme, la coalition internationale actuelle a été essentielle pour libérer l'Afghanistan. Même si, en partie, cet effort a un caractère humanitaire, il constitue aussi une mesure de sécurité très importante. Pendant de trop nombreuses années, l'Afghanistan a servi de base et de camp d'entraînement aux terroristes. La paix et la stabilité en Afghanistan sont non seulement dans l'intérêt du pays et de ses 23 millions d'habitants, mais aussi dans celui des pays limitrophes qui ont subi les vagues déstabilisantes du trafic de stupéfiants, de la criminalité et du flux de réfugiés afghans, et dans celui des pays du monde où l'Etat de droit est un fait et que les activités d'al-Qaëda menacent.

Des décennies de guerre en Afghanistan ont laissé leur marque. Le pays est dépourvu d'infrastructures de base, d'institutions pour assurer le fonctionnement de la société civile dont la reconstruction nécessite des moyens considérables. Ainsi, la reconstruction d'une route goudronnée allant de Kaboul à Herat coûte 260 millions de dollars au moins et la réalisation de ce seul projet impliquera les efforts financiers du Japon, de l'Arabie Saoudite et des Etats-Unis. A l'heure actuelle, pour se maintenir à l'abri du chaos, l'Afghanistan a besoin d'un engagement international continu aux niveaux politique et financier ainsi que d'un ballet diplomatique intense pour maintenir cet engagement.

Les campagnes simultanées de lutte antiterroriste et de reconstruction en Afghanistan mettent à rude épreuve la détermination et les moyens disponibles de la communauté internationale. Les chefs de file américains, et en particulier les efforts diplomatiques du département d'Etat, ont joué un rôle majeur dans la mobilisation des moyens et des efforts, et leurs résultats ont été spectaculaires. Comme l'indique la Stratégie de sécurité nationale, « en menant la campagne antiterroriste, nous forçons des relations internationales nouvelles et productives et nous redéfinissons les relations déjà existantes pour affronter les grands défis de notre siècle».

A l'instar du terrorisme, la plupart des défis du XXI^e siècle seront des problèmes d'ordre international : prolifération des armes de destruction

massive ; nécessité de garantir que tous les pays profitent de la mondialisation ; et propagation de maladies infectieuses. Des soulèvements internes continueront à ébranler la stabilité régionale. Ces problèmes transnationaux demandent des solutions transnationales et la guerre actuelle aide les Etats-Unis à élaborer les processus et les mécanismes de coopération nécessaires.

Les alliances et les rivalités datant de la guerre froide, modifiées par la lutte contre le terrorisme, montrent des signes prometteurs d'assouplissement. Ainsi, la Stratégie de sécurité nationale souligne que les Etats-Unis ont peut-être une nouvelle occasion de définir un avenir où « les centres principaux de puissance mondiale» coopéreraient davantage et se livreraient moins à une compétition acharnée. Depuis le message de condoléances et de soutien du président russe Vladimir Poutine immédiatement après les attaques du 11 septembre, la coopération américano-russe dans la guerre antiterroriste a été surprenante par son échelle, sa profondeur et son ouverture. Les Etats-Unis ont également forgé de nouvelles relations avec la Chine qui a offert une aide précieuse pour traquer les réseaux de financement des terroristes. Dans les deux cas, le chevauchement de nos efforts nous ouvre de nouvelles possibilités de dialogue dans des domaines traditionnellement sensibles tels la sécurité régionale, la prolifération des armes de destruction massive, le respect des droits de l'homme et des questions importantes en matière de commerce comme l'adhésion à l'OMC.

Les institutions multilatérales ont été stimulées. Après les efforts diplomatiques intenses des Etats-Unis, les Nations unies ont par exemple adopté la résolution 1441, adoptant une nouvelle position plus dure face à la menace que représente la possession par l'Irak d'armes chimiques, biologiques et peut-être nucléaires. L'OTAN aussi s'est réorganisé pour répondre aux besoins actuels. Lors de son dernier sommet, à Prague, l'OTAN a invité sept pays européens à devenir membres de l'organisation. Elle a réaffirmé son attachement au renforcement des capacités militaires et mis l'accent sur le resserrement de ses liens avec la Russie, l'Asie centrale et d'autres régions au-delà de l'Europe.

La prise de conscience à l'échelle internationale que des conditions néfastes telles la répression, la pauvreté et les maladies menacent la stabilité internationale a entraîné la création de nouveaux mécanismes de coopération. Il est crucial que les Etats-Unis montrent la voie dans ces efforts, mais ils ne seront vraiment efficaces que s'ils peuvent obtenir le soutien des autres pays. Le VIH/Sida par exemple constitue une crise atterrante en matière de santé publique et elle menace à terme de déstabiliser plusieurs régions. Les Etats-Unis ont versé le premier et le plus important don au Fonds mondial lancé par le G-8 qui a reçu l'aval des Nations unies pour lutter contre la propagation de cette maladie et traiter ses conséquences. Ce fond dispose maintenant de 2,1 milliards de dollars. Lors de conférences internationales comme celle des Nations unies sur le financement du développement qui a eu lieu à Monterrey, les Etats-Unis ont aidé à concevoir de nouvelles approches en matière d'aide internationale, basées sur les principes de l'obligation de rendre des comptes, de la responsabilité fiscale et de la bonne gouvernance. Les Etats-Unis ont ainsi établi le Compte du millénaire, financé à hauteur de 5 milliards de dollars, qui représente une augmentation de 50 % de leur engagement en matière d'aide étrangère, et dont les fonds seront distribués selon ces principes fondamentaux.

En conclusion, ces nouveaux mécanismes de coopération vont perdurer en raison d'un double impératif de pragmatisme et de principe. En premier lieu, lorsqu'il s'agit de gérer des problèmes transnationaux, la coopération va dans l'intérêt de nombreux pays et, en second lieu, ces pays partagent certaines valeurs qu'ils tiennent à cœur. Les terroristes, par exemple, constituent une menace évidente et directe à l'Etat de droit, aux normes et aux règles internationales en matière de dignité humaine et, en fin de compte, au système international des Etats.

Le 11 septembre représente un jour terrible dans l'histoire des Etats-Unis et du monde entier. Toutefois, cet événement a donné lieu à des changements positifs. D'une certaine façon, la Stratégie de sécurité nationale traduit un réalignement mondial qui offre à toutes les nations l'occasion de redéfinir leurs priorités. Par la même occasion, nous avons la possibilité d'orienter la coopération internationale sur deux volets : non seulement remporter la guerre contre le terrorisme, mais aussi relever tous les défis qui concernent la communauté internationale. Chaque pays en retirera des bénéfices, du Sri Lanka aux Etats-Unis. ●

LA PAIX ET LA SECURITE AU XXI^E SIECLE : LE RÔLE DES FORCES ARMEES AMERICAINES

Général Richard Myers
Chef de l'état-major interarmées



Il y a un siècle, les responsables de la sécurité nationale des Etats-Unis étaient aux prises avec de nombreuses questions, sinon identiques du moins analogues à celles auxquelles nous faisons face aujourd'hui, dit le général Richard Myers, chef de l'état-major interarmées. « Aujourd'hui comme hier, les puissances régionales peuvent menacer les intérêts de la nation et l'entraîner dans des conflits distants. Aujourd'hui comme hier, les troubles internes dus aux haines religieuses, aux rivalités ethniques et aux conflits tribaux peuvent aboutir et aboutissent fréquemment à des affrontements meurtriers. En conséquence, aujourd'hui comme hier, les crises exigent souvent une intervention des troupes américaines pour que la paix soit rétablie. » Le présent article

est fondé sur une allocution prononcée récemment par le général Myers lors d'une réunion organisée à la Brookings Institution à Washington.

Repensons au mois de septembre et à la nation sous le choc de l'attaque d'un extrémiste qui, comme l'a déclaré le président, a « frappé au cœur même de la république américaine » et qui, comme cela se produit dans ces cas, n'a pas manqué d'être suivie d'une chute de la bourse. A l'évidence, l'attaque était motivée en partie par la perception qu'ont certains des Etats-Unis et de leur rôle dans le monde. Les Philippines, par exemple, faisaient face à un conflit opposant leurs communautés musulmane et catholique. Et les forces américaines étaient présentes pour apporter leur aide.

Certains pensent peut-être que je parle ici de septembre 2001. En fait, c'est au mois de septembre 1901 que je me réfère, afin de mettre en évidence les parallèles historiques.

Il y a un siècle, l'attaque extrémiste à laquelle je viens de faire allusion était le fait d'un anarchiste qui haïssait l'Amérique et tout ce qu'elle représentait et qui, donnant libre cours à sa fureur, assassina le président William McKinley. Certes, aujourd'hui, nous ne l'appellerions sans doute pas un anarchiste : il serait un extrémiste ou peut-être un terroriste. Il y a un siècle également, la nation débattait de la question de « destinée manifeste », alors qu'elle s'adjoignait de nouveaux territoires – Wake, Guam et Hawaii – pour les placer sous son drapeau. Bien sûr, le parallèle

actuel, c'est le débat sur le rôle que les Etats-Unis sont appelés à jouer dans la mondialisation.

En 1901, les forces armées des Etats-Unis devaient s'adapter pour relever de nouveaux défis. Le président Theodore Roosevelt se faisait le champion d'efforts que nous décrivons aujourd'hui comme relevant de la transformation. La Marine américaine se classait au quatrième ou au cinquième rang mondial. Dans l'Atlantique, la Marine allemande avait 16 navires de guerre alors que les Etats-Unis n'en avaient que huit. Pour y remédier, le président Roosevelt fit construire 24 grands bâtiments, flotte baptisée « la grande flotte blanche » qui fut mise en service en 1907. L'Armée de terre connut des changements analogues avec l'adoption du fusil Enfield. Elle se dota également de nouvelles baïonnettes pour remplacer les anciennes qui, au combat rapproché, avaient tendance à plier.

Mais ce n'étaient pas les changements de matériel qui faisaient de ces efforts des efforts de transformation : c'étaient les changements intellectuels et organisationnels. Le ministre de la guerre du président Roosevelt, Elihu Root, fonda le Collège (national) de guerre à Fort McNair de manière à ce que les officiers acquièrent la souplesse intellectuelle nécessaire pour prévoir les événements dans ce nouvel environnement international. Il établit

également l'état-major général de l'armée de terre, corps d'experts en planification, conférant ainsi à cette armée la souplesse nécessaire pour relever les défis présentés par le passage d'une force strictement basée aux Etats-Unis à une force de portée mondiale.

Mon but, en vous donnant tous ces exemples, est de faire remarquer qu'il y a un siècle, les responsables de la sécurité nationale des Etats-Unis étaient aux prises avec de nombreuses questions, sinon identiques du moins analogues à celles auxquelles nous faisons face aujourd'hui. Aujourd'hui comme hier, les puissances régionales peuvent menacer les intérêts de la nation et l'entraîner dans des conflits distants. Aujourd'hui comme hier, les troubles internes dus aux haines religieuses, aux rivalités ethniques et aux conflits tribaux peuvent aboutir et aboutissent fréquemment à des affrontements meurtriers. En conséquence, aujourd'hui comme hier, les crises exigent souvent une intervention des troupes américaines pour que la paix soit rétablie.

Mais en matière de sécurité, comparé à l'environnement du début du xx^e siècle, notre environnement actuel présente deux différences profondes. La première tient à la présence d'acteurs transnationaux. Ceux-ci trouvent assurément un refuge dans les Etats hostiles, ou, à leur insu, sur le territoire d'Etats en faillite ou de régions où règne l'anarchie.

La deuxième grande différence est que les belligérants, quelle que soit leur catégorie, ont accès à des outils considérablement plus sophistiqués. C'est sans doute à un effet secondaire de notre grande industrie mondiale des télécommunications que les Etats hostiles et les terroristes doivent d'avoir accès à une mine d'information. Les marchés des armes de l'après-guerre froide leur offrent divers types d'armements : radars évolués, sous-marins sophistiqués et bien d'autres encore. Malheureusement, ces marchés offrent également des armes de destruction massive – chimiques, biologiques, radiologiques et nucléaires – ainsi que le savoir-faire pour les fabriquer et les utiliser. Mais cette prolifération de technologies avancées accentue une tendance en matière de conduite de la guerre qui pourrait avoir des répercussions potentiellement considérables sur notre sécurité.

Depuis l'époque de Thucydide, la notion acceptée était que lors de conflits entre nations, les Etats les plus forts vainquaient les Etats les plus faibles. Telle était l'opinion communément admise. Au cours des 200 ans passés, il en a été pratiquement ainsi dans 70 % des cas. Mais comme nous l'avons vu au Viêt Nam, et comme les Soviétiques l'ont vu en Afghanistan, les grandes puissances peuvent connaître l'échec lorsque les intérêts diffèrent. Une question accessoire pour un Etat puissant peut être une question fondamentale de survie pour un Etat plus faible. Cette disparité d'intérêt peut se traduire par une disparité de motivation. C'est l'un des facteurs qui font qu'un Etat faible peut l'emporter sur un Etat fort.

Et comme le fait remarquer un certain politologue, depuis 1980, cette tendance selon laquelle les plus faibles l'emportent est de plus en plus marquée, ces Etats s'étant retrouvés vainqueurs environ une fois sur deux ces 20 dernières années.

Et si vous ajoutez maintenant à l'équation les armes de destruction massive, vous avez un cas de figure où des acteurs relativement faibles peuvent avoir accès à une puissance meurtrière qui concurrence celle des nations les plus fortes. Les acteurs faibles peuvent potentiellement infliger des dommages sans précédent et dévaster une grande nation. Avec les armes de destruction massive, ils peuvent faire peser des risques sur de vastes segments de l'humanité.

Durant la guerre froide, nous étions sous le coup de la menace d'un conflit nucléaire avec une superpuissance, mais la dissuasion opérait pour parer à cette menace du fait que nous mettions en danger une chose à laquelle l'adversaire tenait beaucoup, à savoir, essentiellement son existence même. Aujourd'hui, face à une entité faible, à un réseau terroriste possédant des armes de destruction massive, la dissuasion sera la plupart du temps inopérante. Dès lors qu'ils sont prêts à se suicider pour parvenir à leurs fins, y a-t-il quelque chose à quoi ils tiennent que nous pourrions mettre en danger ?

Ce dilemme reflète la nature sans précédent de l'environnement actuel en matière de sécurité. Et pour relever ces défis particulièrement difficiles, le

président a publié récemment une nouvelle Stratégie de sécurité nationale. Pour l'appuyer, j'aimerais vous présenter trois grands points concernant le rôle des forces armées dans notre nouvelle stratégie nationale.

Le premier point, c'est que les forces armées des Etats-Unis ont à s'acquitter d'une multitude de tâches. Nous devons promouvoir la sécurité, bien sûr, de façon à mener et gagner les guerres de notre pays. Mais, aujourd'hui, rien n'est plus essentiel dans notre mission que la défense de notre pays, ici même sur son territoire. Et c'est pourquoi nous avons apporté une série de changements très significatifs à la façon dont le président nous demande d'exercer notre métier. Nous appelons cela le Plan de commandement unifié. Il énonce les modalités selon lesquelles le président nous fait savoir ce qu'il veut que nos différents commandements exécutent. L'une des principales mesures que nous avons prises a été d'établir le Commandement Nord des Etats-Unis. Il a été mis sur pied le 1^{er} octobre 2002, soit il y a moins de trois mois. Et ce serait une erreur de le définir trop strictement au point où nous en sommes. Il faudra à peu près un an avant qu'il parvienne au stade de sa pleine capacité opérationnelle. Nous lui avons confié pour mission de dissuader, prévenir et vaincre les agressions visant les Etats-Unis. Et si le besoin se faisait sentir, à la suite d'un acte de guerre ou d'une catastrophe naturelle, le Commandement Nord fournirait les talents et les connaissances de nos forces armées pour porter assistance aux autorités civiles, auxquelles elles seront subordonnées dans la plupart des cas pour faire face à la crise du moment, quelle qu'elle soit.

Un élément d'une importance clé pour le Commandement Nord, en vue de l'accomplissement de la mission que je viens de décrire, est la circulation de l'information. En fait, son importance ne se limite pas au ministère de la défense, à ce nouveau Commandement Nord ; elle s'étend également à tous les ministères et services du gouvernement fédéral qui contribuent par leurs activités, d'une manière ou d'une autre, à assurer notre sécurité.

Dans ce nouvel environnement en matière de sécurité, nous savons que tout le monde a un rôle à jouer : le département d'Etat, les ministères des

finances et de la justice, les services de la douane, les organes du renseignement, le FBI et même tous les services et organes policiers locaux.

J'ai eu récemment l'occasion de me pencher sur un programme qui en est encore à son stade expérimental mais que nous espérons rendre opérationnel assez rapidement. Je veux parler du programme que nous avons baptisé « Protect America » (Protéger l'Amérique) et qui repose sur un principe simple. Il opère l'intégration de techniques selon un mode nouveau, du moins au sein de l'appareil gouvernemental. C'est un outil interactif fondé sur l'internet très prometteur qui intègre les données provenant de diverses sources, qui autorise une interaction avec ces données et qui est conçu de manière à permettre un recueil automatisé des données, en attendant qu'elles présentent un intérêt pour vous.

Les outils de ce type sont absolument essentiels pour nous donner l'agilité et la flexibilité nécessaires pour parer à la menace terroriste à laquelle nous nous heurtons aujourd'hui. Ils nous apporteront la capacité de penser plus vite que notre adversaire. Et je considère qu'au début, en Afghanistan, nous pensions incontestablement plus vite que notre adversaire et nous obtenions donc d'excellents résultats. On pourrait dire maintenant, je crois, que nous ne pensons pas aussi vite qu'il le faudrait, que nous sommes, en quelque sorte, hors du cercle de décision de l'adversaire. Il nous faut aller plus vite.

Un autre facteur de complexité tient au fait que cette information doit circuler aussi de manière très efficace hors des Etats-Unis. Nous devons tous être capables d'interagir sur des bases communes, du moins au niveau de l'information, pour parer de manière efficace à cette menace terroriste.

Notre nouveau Commandement Nord doit être le catalyseur qui aidera les autres instances gouvernementales à se doter de ces techniques de partage de l'information, depuis la patrouille de police qui, quelque part, remarque quelque chose d'intéressant et d'inhabituel, jusqu'aux garde-côtes qui surveillent les entrées de marchandises dans nos ports, et aux particuliers qui veulent tout simplement nous appeler pour nous signaler quelque chose. Il

faudra mettre en place un mécanisme afin de gérer cette information pour éviter de submerger les forces de l'ordre. Ce sont là les tâches auxquelles nous devons nous atteler aujourd'hui.

Par ailleurs, nous devons simultanément veiller à ce que nos forces armées soient prêtes à répondre aux exigences de demain. Et nous ne pouvons pas attendre demain pour cela : nous devons nous y employer aujourd'hui, pour demain. Pour cela, nous avons apporté d'autres changements à notre Plan de commandement unifié. Nous avons un commandement à Norfolk, en Virginie, le Commandement des forces conjointes, auquel nous avons attribué pour fonction principale de transformer nos forces armées, au plan des exercices et de l'expérimentation ; et nous avons retiré à ce commandement l'une de ses attributions qui était celle du Commandant suprême allié de l'Atlantique, qui était un commandement de l'OTAN. Cette action n'a pas été sans controverse, mais nous l'avons faite. Et ce qui se passera vraisemblablement, c'est que ce commandement de Norfolk aura également pour responsabilité, dans le cadre de l'OTAN, d'assurer la transformation et l'interopérabilité des Etats-Unis et des nations européennes. Nous en sommes encore au stade des propositions, mais c'est vraisemblablement ainsi que les choses se passeront.

Le second point considéré est le rôle de nos forces armées au XXI^e siècle et dans le contexte géographique. La question que l'on peut se poser est celle de savoir si nos forces doivent être orientées à un niveau régional ou à un niveau plus mondial. D'une part, nous devons nous concentrer sur le plan régional, parce que c'est là, bien souvent, que se situent les intérêts. C'est là que nous devons entretenir une capacité locale. Les entités de commandement combattantes régionales – les Commandements du Pacifique, de l'Europe, du Centre, du Sud – sont là pour promouvoir la stabilité, pour favoriser la bonne coopération militaire entre les forces et pour assurer la présence d'une force de riposte immédiate en cas de crise, depuis les crises humanitaires jusqu'aux conflits.

D'autre part, nous savons que certaines menaces dépassent les frontières régionales et politiques. Notre riposte doit donc, elle aussi, les dépasser. Et

cela signifie que nous devons aussi avoir une capacité mondiale égale à notre capacité régionale, capacité que, dans la plupart des domaines, nous ne possédons pas actuellement. Cela est appelé à changer.

Ce que nous avons fait, c'est mettre en place un nouveau Commandement stratégique des Etats-Unis à Omaha. Il y a toujours eu un Commandement stratégique à Omaha, mais nous lui avons confié une mission radicalement nouvelle en fermant le Commandement spatial des Etats-Unis de Colorado Springs et en réunissant ces deux commandements en un seul, entièrement nouveau, à Omaha. Nous définissons actuellement les nouvelles attributions supplémentaires que nous lui confierons.

Ces missions, je crois, reflètent le type de capacités mondiales dont nous avons besoin, telles que les défenses antimissiles. Nous devons prendre en considération un certain nombre de questions telles que la force de frappe mondiale, les opérations d'information, le commandement et contrôle, le renseignement, la surveillance et la reconnaissance à un niveau mondial et pas seulement régional.

Laissez-moi vous expliquer la question de la défense antimissile. Situation hypothétique : un missile est lancé de l'Irak vers Israël. Il se trouve que l'Irak relève de l'un de nos commandements régionaux qui est le Commandement central et qu'Israël relève du Commandement de l'Europe. Il y a donc immédiatement deux commandements concernés et peut-être un troisième, le Commandement stratégique.

De tels événements relèvent intrinsèquement de plusieurs commandements et sont de nature plus mondiale que régionale. Nous devons donc, pour bien faire, adopter une approche mondiale qui intègre notre défense antimissile, notre commandement et contrôle, nos options de défense et, bien sûr, les options d'attaques dont nous disposons. Et nous avons besoin d'un commandant qui analyse la situation sur une base mondiale.

Ce sont donc là quelques exemples qui expliquent ce que nous voulons dire quand nous parlons d'adopter une vision plus globale du monde. Et la chose est particulièrement pertinente lorsqu'il s'agit des

terroristes, qui ne connaissent pas de frontières et qui les traversent régulièrement avec une grande facilité.

Le troisième point concernant le rôle des forces armées porte sur une question qui a fait l'objet de nombreux débats ces derniers temps, qui est abordée dans la Stratégie de sécurité nationale, celle de la prévention. Parfois, quand vous lisez la masse d'articles qui ont été publiés sur la question, vous vous demandez si les gens ont vraiment lu la Stratégie de sécurité nationale.

Parce que si vous la lisez, vous comprendrez que la stratégie parle en fait d'utiliser tous les instruments de la puissance nationale pour prévenir une attaque. Elle précise que la prévention doit comprendre le renforcement de nos efforts en matière de non-prolifération, l'emploi d'instruments diplomatiques et financiers pour éviter que la technologie des armes de destruction massive ne tombe dans des mains indésirables. Et elle note la nécessité de veiller à ce que nos forces soient bien équipées compte tenu de l'environnement des armes de destruction massive. Cela devrait amener tout belligérant qui envisagerait d'utiliser des armes de destruction massive à réfléchir et à se demander s'il pourra obtenir les résultats escomptés. La stratégie note clairement que la prévention ne comporte pas du tout l'emploi obligatoire de la force militaire offensive.

Je dirai que ce concept n'est pas vraiment nouveau pour les Américains. En fait, c'est le président Franklin Roosevelt qui en a parlé avant Pearl Harbor, avant l'entrée en guerre des Etats-Unis. Dans l'une de ses Conversations au coin du feu, radiodiffusée le 11 septembre 1941, en parlant d'un sous-marin nazi qui avait attaqué le destroyer USS GREER près de l'Islande, il a déclaré à l'Amérique : « Ne disons pas : nous ne nous défendons que si la torpille atteint sa cible ou si l'équipage et les passagers se noient. Le temps de la défense active est venu. »

En outre, depuis longtemps, le droit international reconnaît précisément ce dont Franklin Roosevelt parlait. Une nation n'a pas à attendre d'être attaquée pour agir. A l'époque de Roosevelt, subir une attaque non provoquée à la torpille se soldait par la perte de quelques centaines de vies de marins et de civils, ce qui était certainement une tragédie. Mais aujourd'hui, subir la première frappe d'une attaque à l'arme chimique, biologique, nucléaire ou radiologique pourrait coûter des dizaines de milliers de vies innocentes, voire davantage. Ce serait une catastrophe. En conséquence, les questions que nous devons nous poser sont les suivantes : Pouvons-nous ou devrions-nous accepter ce risque ? Et en des temps aujourd'hui radicalement différents, un peuple libre doit-il attendre pour agir que la menace soit matériellement présente ? Ou peut-on agir s'il existe un amalgame de mobiles potentiels et démontrés contre lequel il ne semble pas que la dissuasion pourra opérer ? Il est, je crois, extrêmement important et extrêmement sain de débattre ouvertement de ce genre de choses.

Je crois également que, pratiquement dans tous les débats à venir sur la question, il faudra tenir compte des armes de destruction massive et du changement radical de notre environnement de sécurité qui leur est dû. Si des terroristes ou des puissances régionales hostiles en disposent, ils peuvent tenir sous le coup de leur menace notre société et certainement les sociétés de nos amis et alliés.

Afin de parer à cette menace, nos forces armées renforcent leurs capacités d'opérer de manière cohérente au niveau mondial. Il est impératif que nous envisagions la situation à cette échelle et que nous accordions à ces capacités la même importance qu'à nos capacités régionales. Et nous devons impérativement parler des risques, risques de l'action et, à l'évidence, risques de l'inaction, et du moment où les Etats-Unis doivent agir aux fins de leur propre défense. ●

LES PRIORITES ECONOMIQUES DE LA STRATEGIE DE SECURITE NATIONALE

Alan Larson

Sous-secrétaire d'Etat aux Affaires économiques, commerciales et agricoles



« La Stratégie de sécurité nationale reconnaît qu'il est important de renforcer notre sécurité économique, de développer les échanges commerciaux et les investissements et de promouvoir le développement économique », explique le sous-secrétaire d'Etat Alan Larson. « Nous nous employons à atteindre ces objectifs par les voies diplomatiques ainsi qu'en faisant partager l'expérience acquise lors de notre propre développement, fondé sur nos libertés politiques et économiques. La réalisation de ces objectifs de politique économique est un aspect essentiel de notre stratégie nationale en matière de sécurité. »

La Stratégie de sécurité nationale du président vise à « contribuer à l'obtention d'un monde non seulement plus sûr mais également meilleur ». Un monde meilleur sera également plus sûr. La sécurité nationale et la prospérité économique mondiale sont inexorablement liées.

Le dynamisme et l'adaptabilité de l'économie sont le fondement de notre sécurité nationale. La dimension économique de la Stratégie de sécurité nationale est axée sur trois priorités :

Premièrement, nous devons garantir la sécurité économique en renforçant les capacités d'adaptation des économies américaine et mondiale face aux crises économiques.

Deuxièmement, nous devons promouvoir la prospérité à l'échelle mondiale en développant le commerce et les investissements internationaux.

Troisièmement, il nous faut veiller à ce que les pays pauvres participent à part entière à la prospérité croissante.

SECURITE ECONOMIQUE

Pour garantir notre sécurité économique, nous devons, dans les années à venir, mettre l'accent sur la réalisation de quatre objectifs. Nous devons disposer de sources d'énergie diversifiées et fiables. Nous devons veiller à la sûreté et à la sécurité du transport

international de personnes et de marchandises. Nous devons priver les terroristes de leurs moyens de financement. Nous devons maintenir la stabilité du système financier international, ainsi que la stabilité économique d'alliés stratégiques.

Sécurité énergétique – La Stratégie de sécurité nationale promet que : « Nous renforcerons notre propre sécurité énergétique et la prospérité commune de l'économie mondiale en coopérant avec nos alliés, nos partenaires commerciaux et les producteurs d'énergie de façon à disposer d'un plus grand nombre de sources et de formes d'énergie à l'échelle mondiale, en particulier sur le continent américain, en Afrique, en Asie centrale et dans la région de la mer Caspienne. Nous continuerons également à coopérer avec nos partenaires en vue de mettre au point des technologies plus respectueuses de l'environnement et présentant un meilleur rendement énergétique. »

Il nous faut disposer de sources d'énergie fiables, à des prix raisonnables, afin de favoriser la croissance et la prospérité économiques et de faire en sorte que le pétrole ne puisse servir d'arme. Nous devons nous adapter à certaines réalités incontestables des marchés pétroliers internationaux. Les deux tiers des réserves pétrolières prouvées se trouvent au Moyen-Orient. Tout comme les Etats-Unis, l'Europe et le Japon dépendent des importations pour satisfaire une partie de plus en plus importante de leurs besoins pétroliers. Des perturbations de l'approvisionnement

mondial en pétrole se répercuteront, telles une onde de choc, dans tous les secteurs de l'économie mondiale. Enfin, des Etats problématiques contrôlent des quantités importantes de pétrole.

Notre sécurité énergétique nécessite une stratégie internationale vigoureuse et une coopération étroite avec d'autres pays. Avec le concours de l'Agence internationale de l'énergie, nous avons déjà mis au point une approche efficace permettant d'empêcher que de brusques perturbations du marché pétrolier ne déstabilisent l'économie mondiale. A moyen et à long terme, nous devons continuer à accroître et à diversifier la production énergétique aux Etats-Unis et dans des pays producteurs dignes de confiance. A cette fin, nous œuvrons dans bon nombre de pays à l'amélioration du climat sous-tendant les investissements dans le secteur pétrolier et nous contribuons activement à améliorer l'infrastructure permettant d'accéder à des fournisseurs relativement nouveaux, par exemple dans la région de la mer Caspienne et de l'Asie centrale.

Sécurité des transports – La sécurité des voyages en avion, du transport maritime et des frontières est indispensable à notre sécurité et à notre prospérité économiques. En collaboration avec des gouvernements d'autres pays et des organisations internationales, nous nous employons sans relâche à veiller à la sécurité des marchandises et des individus qui passent nos frontières. Avec le concours de l'Organisation internationale de l'aviation civile, nous travaillons à l'élaboration et à la mise en œuvre d'un programme encore plus rigoureux de vérification de la sécurité des aéroports. Nous renforçons le plus rapidement possible les portes des cabines de pilotage des avions. Des procédures plus strictes de délivrance des visas et d'identification du personnel des compagnies aériennes sont en train d'être mises en place.

Nous devons également veiller à ce que les terroristes ne puissent ni franchir clandestinement nos frontières maritimes et terrestres ni importer sur notre territoire des matériaux dangereux. Nous nous sommes associés à des pays du monde entier afin de mettre en œuvre l'Initiative de sécurité des conteneurs, ainsi que d'autres aspects de l'Action coopérative du G-8 (Groupe des huit pays industrialisés) en matière de

sécurité des transports et de l'initiative STAR (Sécuriser les échanges commerciaux dans la région de l'Organisation de coopération économique Asie-Pacifique). Ces mesures nous permettront de soumettre les conteneurs arrivant aux Etats-Unis à un contrôle visant à détecter la présence éventuelle de matériaux dangereux ou d'armes de destruction massive, et mettre à jour les terroristes qui pourraient s'en servir à notre rencontre. Nous devons également appuyer les efforts visant à aider l'Organisation maritime internationale à faire respecter dans le monde entier des normes relatives aux installations maritimes et portuaires.

Financement du terrorisme – Les terroristes bénéficient de l'appui de réseaux de bailleurs de fonds et d'intermédiaires. Ils financent leurs opérations par le biais d'activités criminelles courantes, comme la fraude, l'extorsion, les enlèvements et la corruption. Ils ont également recours à des sociétés écrans, engrangent des bénéfices provenant d'entreprises légitimes et abusent des avantages réservés aux œuvres de bienfaisance et aux organisations à but non lucratif. Ils transfèrent des fonds au moyen de systèmes financiers officiels et officieux, ainsi qu'en important clandestinement des sommes en espèces, des métaux précieux ou des pierres précieuses. Cette exploitation des réseaux financiers internationaux et des organisations caritatives constitue une menace pour la sécurité publique et compromet la viabilité d'institutions légitimes. La communauté internationale doit disposer d'une stratégie commune afin de priver les terroristes des moyens financiers dont ils ont besoin pour commettre des atrocités et de remonter les filières de financement en vue de localiser et de démanteler les cellules terroristes.

En se fondant sur des normes internationales mises au point par l'ONU et le GAFI (Groupe d'action financière sur le blanchiment des capitaux), les Etats-Unis sont à l'avant-garde des efforts internationaux visant à créer des réglementations financières antiterroristes qui permettent de localiser et de geler les avoirs de terroristes, de promouvoir le contrôle et la transparence des transactions financières, d'empêcher les terroristes d'accéder aux systèmes financiers officiels et officieux, et de prévenir l'utilisation abusive des méthodes de collecte des

œuvres de bienfaisance. Avec nos alliés, nous apporterons l'assistance technique nécessaire aux pays qui participent en première ligne à la lutte contre le financement du terrorisme.

Stabilité financière des alliés stratégiques – Dans le cadre de la guerre contre le terrorisme, nous nous sommes attachés à obtenir l'appui de pays du monde entier. Il est dans notre intérêt de veiller à ce que ces pays qui se trouvent sur la ligne de front de cette guerre ne soient pas menacés par l'instabilité économique et financière. Nous apportons à ces Etats de première ligne un soutien nécessaire en coopérant activement avec d'autres pays, ainsi qu'avec les institutions financières internationales et le secteur privé, afin de prévenir les crises financières ou de les résoudre plus efficacement lorsqu'elles se produisent. Promouvoir les échanges commerciaux régionaux contribuera également pour beaucoup à favoriser la croissance économique des Etats de première ligne, notamment de l'Afghanistan et de Pakistan.

Nous nous efforçons de remédier aux perturbations financières (notamment en Amérique latine) qui risquent de nuire à la stabilité économique de marchés émergents. Nous coopérons avec les institutions financières internationales afin d'apporter conseils et appui aux pays qui essaient de mettre en pratique de saines politiques macroéconomiques, de faire preuve d'une plus grande transparence, d'adopter des règles de discipline financière et de maintenir leur endettement à un niveau gérable et d'endiguer l'inflation.

UN PROGRAMME DE LIBERALISATION DES MARCHES POUR LA PROSPERITE

Le président a défini un plan d'action visant à ouvrir une nouvelle ère de croissance économique mondiale au moyen de la libéralisation des marchés et du libre-échange. « Une économie mondiale dynamique accroît notre sécurité nationale en faisant progresser la prospérité et la liberté dans le reste du monde », précise la Stratégie de sécurité nationale. Les pays disposés à lutter à nos côtés contre la menace posée par le terrorisme et les Etats dévoyés doivent bénéficier d'une forte croissance et d'une grande stabilité économique afin de pouvoir soutenir nos efforts et nos principes communs. Les Etats-Unis

peuvent renforcer cette coalition mondiale en favorisant la croissance économique sur notre territoire et dans d'autres pays industrialisés, en encourageant le développement économique des pays les plus pauvres et en définissant un programme de libéralisation des marchés visant la prospérité.

A cette fin, nous nous employons, en coopération avec nos principaux partenaires commerciaux, à stimuler la croissance et les potentialités dans le monde entier. Nous commençons par consolider les progrès économiques réalisés dans le cadre de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) avec nos plus proches voisins, le Mexique et le Canada. Le renforcement des mesures de sécurité à l'échelle mondiale a notamment eu pour effet immédiat de ralentir temporairement la livraison de biens intermédiaires de part et d'autre des frontières avec nos partenaires de l'ALENA. Les Etats-Unis ont mis au point des plans d'action frontalière avec le Canada et le Mexique qui permettront de garantir un plus haut degré de sécurité tout en facilitant les échanges commerciaux avec les trois pays de l'ALENA.

L'Europe et le Japon sont d'importants partenaires sur le plan des échanges commerciaux et des investissements. Ce sont nos fidèles alliés dans la guerre contre le terrorisme – et ils savent que leur propre sécurité est en jeu. Les efforts concertés des Etats-Unis, de l'Union européenne (UE) et du Japon sont indispensables à la mise en œuvre du nouveau Programme de développement adopté à Doha par l'Organisation mondiale du commerce, qui créera des possibilités de croissance se chiffrant à plusieurs milliards de dollars, contribuera à fortifier la confiance accordée à la libéralisation des marchés et à l'intégration, et stabilisera l'économie mondiale. Le Japon n'arrive pas à sortir du marasme économique, et la croissance de l'Europe est inférieure à ce qu'elle pourrait être. Pour être dynamiques et en bonne santé, les Etats-Unis et le reste du monde ont besoin du Japon et de l'Europe. Nous soutenons les efforts déployés par le Japon pour réformer son secteur bancaire gravement malade afin qu'il puisse tirer pleinement parti de ses possibilités aux plans du dynamisme et de la croissance économique.

La dimension économique de nos relations stratégiques essentielles ne cesse de gagner en importance. Les mesures visant à développer les échanges commerciaux et les investissements constituent maintenant un aspect essentiel de ces relations. La Chine a adhéré à l'OMC. La Russie cherche à y adhérer. Nous nous efforçons de favoriser le développement des investissements privés dans ce pays.

Les Etats-Unis ont mis au point une stratégie générale de promotion du libre-échange. Parallèlement à nos efforts multilatéraux menés dans le cadre de l'OMC, nous progressons dans nos initiatives commerciales régionales et bilatérales. Le succès de l'Accord de libre-échange nord-américain constitue un bon point de départ. Notre prochain objectif est de créer une Zone de libre-échange des Amériques. Dans le prolongement du succès de notre accord bilatéral de libre-échange conclu avec la Jordanie, nous nous emploierons à signer des accords notamment avec le Chili, Singapour, l'Australie et l'Union douanière d'Afrique australe.

ELARGIR LE CERCLE DU DEVELOPPEMENT

En mars 2002, à Monterrey (Mexique), le président a déclaré : « Les progrès en matière de développement constituent une priorité essentielle de la politique extérieure américaine. Pays fondé sur la dignité et la valeur de chaque être humain, les Etats-Unis se désolent des souffrances et des morts inutiles que nous voyons de par le monde. Nous œuvrons en faveur de la prospérité et des potentialités parce que ce sont de justes valeurs. C'est la meilleure chose à faire. Nous œuvrons également en faveur de la prospérité et des potentialités parce qu'elles contribuent à tenir en échec le terrorisme. »

« Ce n'est pas la pauvreté qui est à l'origine du terrorisme, a-t-il ajouté. Etre pauvre ne fait pas de vous un assassin. La plupart des instigateurs du 11 septembre ont grandi dans des milieux aisés. Mais la pauvreté et l'oppression durables peuvent faire naître un sentiment d'impuissance et de désespoir. Et lorsque les gouvernements ne répondent pas aux besoins élémentaires de leur peuple, ces Etats qui manquent à leur devoir risquent de devenir des refuges pour terroristes. »

La communauté internationale a reconnu cette année lors de la Conférence sur le financement du développement organisée à Monterrey que les pays en développement étaient les premiers responsables de leur développement mais que nous devons nous associer à leur succès. Pour parvenir à ce succès, il faut débloquer et utiliser à bon escient toutes les ressources nécessaires au développement, et notamment l'épargne intérieure, les ressources du secteur public, les échanges commerciaux et les investissements, les ressources humaines et l'innovation.

Des investissements productifs sont essentiels au développement. Les capitaux privés étrangers et nationaux constituent à cet égard une source d'investissement bien plus importante que l'aide publique au développement. Mais les capitaux capitulent facilement. Ils fuient la corruption, les politiques inadéquates, les conflits et les incertitudes. Ils refusent de côtoyer l'ignorance, les maladies et l'illettrisme. Les capitaux ne vont que dans les pays où ils sont bien accueillis et où les investisseurs estiment que leurs risques seront payants. Pour créer ces conditions propices aux investissements, nous devons encourager les autres pays à respecter la primauté du droit, à suivre des politiques économiques adéquates, à lutter contre la corruption de façon transparente et responsable et à investir intelligemment en faveur de leur population.

L'aide publique au développement peut également jouer un rôle important en aidant les pays à progresser sur la voie de la prospérité économique et de la stabilité politique. A la Conférence de Monterrey sur le financement du développement, le président Bush a dévoilé son Initiative relative au Compte du millénaire (Millennium Challenge Account (MCA) qui, dans les trois ans à venir, portera l'assistance que nous accordons aux pays pauvres à un nouveau niveau – supérieur d'environ 50 % au montant actuel. Chaque année, ces 5 milliards de dollars supplémentaires permettront d'accélérer la réalisation de progrès durables dans les pays en développement qui gouvernent équitablement, investissent en faveur de leur population et s'emploient à promouvoir le libéralisme économique et la libre entreprise. L'initiative du Compte du millénaire est un investissement dans

notre avenir collectif. Elle favorisera les partenariats avec les pays prenant les mesures – souvent difficiles – nécessaires à un véritable développement, qui consistent à promouvoir la liberté et les possibilités offertes à leur propre peuple. Elle favorise la concertation des efforts, des valeurs et des succès. Les alliances et l'amélioration des conditions de vie de ceux qui en bénéficieront seront les dividendes de notre investissement.

Si les Etats-Unis peuvent montrer l'exemple, ils ne peuvent toutefois pas être les seuls architectes du développement durable. Nous devons coopérer activement avec les pays en développement eux-mêmes, les autres bailleurs de fonds et les institutions financières internationales afin de nous efforcer à l'échelle mondiale d'améliorer le niveau de vie dans les régions les plus pauvres du monde. Nous devons rendre les pays en développement responsables de leurs actes, dans le cadre de partenariats visant à obtenir une véritable amélioration des conditions de vie de leur population. Nous devons nous-mêmes pouvoir justifier l'utilité de l'aide que nous apportons à ceux qui sont déterminés à réussir leur développement. Nous continuerons à encourager les banques multilatérales de développement à privilégier l'amélioration de la productivité économique dans les pays en développement. Nous devons obtenir des résultats quantifiables de programmes qui améliorent l'agriculture, le traitement et la distribution des eaux, l'éducation, la santé, l'état de droit et le développement du secteur privé. L'assistance au développement des pays les plus pauvres devrait être accordée sous la forme de dons au lieu de prêts.

La libéralisation des marchés du monde entier permettra également d'accélérer le développement des pays qui prennent des mesures adéquates en faveur du développement, notamment en essayant de tirer parti des débouchés commerciaux. En développant les échanges commerciaux de biens et de services entre les pays en développement où existent d'énormes débouchés non exploités et d'autres pays, on accélérera le développement et jettera les bases d'une économie mondiale plus sûre et plus stable. Au cours des dernières décennies, l'expansion d'échanges commerciaux bénéfiques avec des pays en développement a été l'un des facteurs à l'origine de progrès sans précédent en matière de réduction de la pauvreté.

CONCLUSION

La Stratégie de sécurité nationale reconnaît qu'il est important de renforcer notre sécurité économique, de développer les échanges commerciaux et les investissements et de promouvoir le développement économique. Nous nous employons à atteindre ces objectifs par les voies diplomatiques ainsi qu'en faisant partager l'expérience acquise lors de notre propre développement, basé sur nos libertés politiques et économiques. La réalisation de ces objectifs de politique économique est un aspect essentiel de notre stratégie nationale en matière de sécurité. ●

LA DIPLOMATIE PUBLIQUE ET LA POLITIQUE ETRANGERE DES ETATS-UNIS : PARLER A NOS ALLIES SILENCIEUX

Henry Hyde

Représentant

Président de la Commission des affaires étrangères à la Chambre des représentants



« La nouvelle Stratégie de sécurité nationale repose sur la notion que la puissance des Etats-Unis est énorme et sans précédent, mais elle note judicieusement que nous ne pouvons atteindre par nous-mêmes tous nos objectifs », déclare le représentant Henry Hyde, président de la Commission des affaires étrangères de la Chambre des représentants. « Il nous faut des alliés qui nous aident à assumer la tâche, en particulier si nous voulons préserver nos réalisations. »

La nouvelle Stratégie de sécurité nationale du gouvernement Bush expose avec éloquence le schéma général qui guidera la politique étrangère des Etats-Unis durant la prochaine décennie et au-delà. En liant nos principes fondamentaux à nos objectifs à long terme et aux défis que nous aurons à relever durant le nouveau siècle, ce document fournit un guide, excellent et concis, pour concevoir stratégiquement la façon dont les Etats-Unis peuvent utiliser au mieux leurs ressources pour promouvoir leurs intérêts dans le monde.

Il va de soi qu'une étude d'une telle ampleur ne peut consacrer qu'une place limitée à chacun de ses nombreux éléments, suscitant inévitablement des appels en faveur d'une plus grande attention à un aspect donné de la question. Chaque lecteur aura sa cause favorite à défendre. Le rôle de la diplomatie publique est une question qui, à mon avis, mérite une plus grande importance dans l'élaboration de notre politique étrangère.

La nouvelle Stratégie de sécurité nationale repose sur la notion que la puissance des Etats-Unis est énorme et sans précédent, mais elle note judicieusement que nous ne pouvons atteindre par nous-mêmes tous nos objectifs. Il nous faut des alliés qui nous aident à assumer la tâche, en particulier si nous voulons préserver nos réalisations.

Nombreux sont les pays dont les intérêts sont susceptibles de coïncider avec les nôtres sur un nombre de sujets et un laps de temps suffisants pour mériter le terme d'alliés, mais je pense que c'est parmi les populations du globe que nous trouverons nos alliés les plus solides et les plus durables. Et, pour les atteindre, la diplomatie publique est l'instrument le plus efficace que nous possédions.

La diplomatie publique – nom collectif donné aux efforts du gouvernement américain pour expliquer au monde sa politique étrangère et familiariser les autres peuples avec les Etats-Unis – comprend la diffusion d'émissions à l'étranger, les programmes d'échanges, un éventail de services d'information publique ainsi que les nombreux autres programmes et fonctions assumés par un grand nombre d'agences. Mais en plus de cette approche passive, il existe d'autres moyens et objectifs plus vastes qui n'ont jamais été pleinement reconnus ; je parle du recours à la diplomatie publique pour s'adresser directement aux populations étrangères et les associer à nos efforts à long terme en faveur de la liberté, de la prospérité et de la stabilité mondiales.

Pour atteindre cet ambitieux objectif, nous devons tout d'abord mettre fin à la négligence qui depuis longtemps a maintenu la diplomatie publique en marge de l'élaboration de notre politique étrangère. Notre effort initial doit consister à éliminer le fardeau de malentendus et de désinformation qui a pu

librement dénaturer l'image des Etats-Unis à l'étranger, une déformation de la vérité qui, aujourd'hui, menace gravement notre influence et notre sécurité. Ce n'est qu'à cette condition que nous pourrions commencer à poser les bases de liens étroits et durables avec les populations d'autres pays, des liens complémentaires mais distincts de nos relations avec leurs gouvernements. Les éléments nécessaires à cette tâche historique sont déjà en place.

Permettez-moi d'expliquer en quoi consiste cette tâche et les récompenses qui nous attendent si nous la menons à bien.

En tant qu'Américains, nous sommes à juste titre fiers de notre pays. S'il existe une autre nation qui a exercé une influence plus bénéfique dans la longue histoire tourmentée de ce monde, je ne la connais pas. Nous avons mis des continents entiers à l'abri de la conquête, dispensé notre aide à des pays lointains, envoyé des milliers de jeunes idéalistes dans des régions reculées et souvent inhospitalières pour aider les oubliés du globe.

Comment se fait-il donc que, lorsque nous lisons les descriptions des Etats-Unis dans la presse étrangère, nous avons si souvent l'impression d'entrer dans un pays imaginaire dominé par la haine ? Une grande partie de la presse étrangère, qui comprend souvent les médias contrôlés par le gouvernement, décrit quotidiennement les Etats-Unis comme une force maléfique, accusant notre pays d'un nombre infini de complots malfaisants contre le monde. Même quand nous luttons contre le réseau de terroristes qui a ourdi le meurtre de milliers d'Américains, nos actions sont généralement décrites dans le monde musulman comme des actes de guerre contre l'Islam. Aussi imparfaits soient-ils, nos efforts en faveur de la paix au Proche-Orient déclenchent des émeutes menaçant les gouvernements qui osent nous apporter leur coopération.

Comme cet état de chose est-il arrivé ? Comment se peut-il qu'un pays qui a inventé Hollywood et Madison Avenue ait laissé une image aussi destructrice et caricaturale de lui-même devenir monnaie courante à l'étranger ? Au cours des années, les images de la haine insensée dirigée

contre nous sont devenues coutumières sur nos écrans de télévision.

Pendant tout ce temps, nous avons entendu des gens dire : « Il faut faire quelque chose ». Mais il est manifeste que ce qu'on a fait n'a pas suffi.

Je pense que le problème est trop vaste et trop enraciné pour qu'on puisse le résoudre en poussant une agence quelconque à l'action ou en remaniant un programme ici ou là. Si une stratégie est inefficace, nous ne devrions pas insister pour continuer à l'appliquer. Il nous faut au contraire repenser toute notre approche.

Il apparaît de plus en plus clairement qu'une grande partie du problème vient de l'inefficacité et souvent de la vétusté de nos méthodes. Ainsi, sur le plan de la commodité d'accès, les programmes de radio diffusés sur ondes courtes ne peuvent absolument pas rivaliser avec les émissions en modulation d'amplitude ou de fréquence, sans parler du moyen de communication le plus puissant de tous qu'est la télévision. Faire porter nos efforts sur ces médias et sur d'autres techniques de vaste portée comme l'internet exigera du temps et de l'argent, mais cette réorientation est nécessaire si nous voulons atteindre le public que nous convoitons.

Mais il y a un problème plus grave. Selon de nombreux observateurs, nous avons généralement refusé d'affronter la compétition pour gagner l'opinion publique étrangère et avons donc permis aux médisances de nos ennemis de rester incontestées. Les efforts que nous avons déployés pour éviter la controverse nous ont coûté une possibilité de persuasion et nous ont privés de la plupart des raisons qui auraient pu exister de nous écouter.

Les résultats sont décourageants. L'an dernier, dans une déposition devant la Commission des affaires étrangères de la Chambre, le président du Broadcasting Board of Governors, qui supervise nos émissions de radiodiffusion à destination de l'étranger, a déclaré : « Nous n'avons pratiquement pas d'auditeurs de moins de 25 ans dans le monde arabe ».

Plusieurs tâches nous incombent donc. Nous devons mettre au point à la fois les moyens d'atteindre un auditoire plus vaste et des programmes dont le contenu les amènera à nous écouter. Ces objectifs ne seront pas faciles à atteindre, en particulier dans un milieu médiatique de plus en plus compétitif, mais ils doivent l'être si nous voulons avoir la possibilité de présenter notre cause en termes clairs et persuasifs. Notre tâche ne s'arrête pas là car nous devons plaider cette cause sans relâche et être prêts à continuer à le faire pendant des décennies.

C'est la raison pour laquelle j'ai présenté un projet de loi visant notamment à atteindre ces objectifs, un projet de loi dont je suis fier de dire qu'il jouit d'un vaste soutien au sein des deux partis et que la Chambre a adopté à l'unanimité en juillet dernier. Nous n'avons malheureusement pas réussi à convaincre le Sénat des avantages présentés par cette législation avant l'ajournement des deux chambres, mais nous l'examinerons de nouveau lors du 108e Congrès.

Ce projet de loi, H.R. 3969, est divisé en trois parties. La première remanie et réoriente les programmes de diplomatie publique du département d'Etat, précisant une série d'objectifs à atteindre et exigeant la formulation d'un plan annuel pour déterminer la façon dont on les mènera à bien. Une importance beaucoup plus grande sera accordée à la diplomatie publique dans toutes les activités du département d'Etat et davantage de ressources seront rendues disponibles pour lui permettre de s'acquitter de ces nouvelles responsabilités.

La seconde partie établit une série de programmes d'échanges axés sur le monde musulman. Notre but est de poser les bases de changements à long terme dans une région du monde à laquelle nous avons prêté bien trop peu d'attention. Tout en réagissant aux problèmes immédiats qui nous assaillent, nous ne devons pas oublier qu'il s'agit d'une tâche dont la fin n'apparaît pas clairement.

La troisième partie réorganise nos services de radiodiffusion vers l'étranger afin de les préparer à adopter des réformes novatrices de grande portée. Etant donné l'importance que revêt la radiodiffusion pour nos objectifs les plus ambitieux, nous ne pouvons nous laisser entraver par la façon dont nous

avons toujours opéré. Les nouvelles approches et l'augmentation des ressources revêtiront une importance capitale si nous voulons obtenir et élargir notre public et ce projet de loi n'est qu'un pas dans cette direction. A cette fin, la Chambre a autorisé 135 millions de dollars pour inaugurer un programme ambitieux de télévision.

Permettez-moi maintenant de me tourner vers ce qui, selon moi, devrait être l'objectif principal de nos programmes de diplomatie publique. Pour certains, cet objectif va de soi : diffuser des nouvelles et informations objectives, donner une image exacte et positive des Etats-Unis et présenter et expliquer la politique étrangère américaine.

Il ne fait aucun doute qu'il s'agit là de fonctions essentielles. Si nous les accomplissons convenablement, elles présenteront notre politique étrangère avec une clarté qui fait actuellement défaut sur les ondes mondiales.

Je pense cependant que le potentiel de la diplomatie publique est encore plus vaste. Pour le comprendre, nous devons d'abord réaliser que notre politique étrangère comporte une grave lacune.

Permettez-moi de m'expliquer.

En tant qu'acteur le plus puissant sur la scène mondiale, les Etats-Unis appliquent la seule véritable politique étrangère mondiale de la planète, politique qui, par sa portée et ses ressources, éclipse celle de n'importe quel autre pays. Elle porte sur tous les dossiers, des questions politiques et militaires aux problèmes économiques et culturels, et repose sur un ensemble compliqué de relations avec pratiquement tous les gouvernements souverains du globe, de la Russie au Vatican, auxquels s'ajoutent nombre d'organisations internationales.

Néanmoins, depuis quelques années, les universitaires parlent de l'apparition sur la scène politique mondiale de ce qu'ils appellent les « acteurs non étatiques ». Bien que les Etats demeurent les principaux acteurs sur la scène internationale, ils ne sont plus les seuls – et dans certains cas, ce qu'ils font et ne font pas dépend, dans une large mesure, de ce que font et ne font pas ces acteurs non étatiques.

Le mouvement polonais Solidarité, qui prit naissance dans les années 1980, est un exemple frappant d'acteur non étatique qui a eu des répercussions spectaculaires et positives sur les événements. Je n'ai pas besoin de vous rappeler qu'Al-Qaïda a fait preuve d'une capacité opposée, celle de semer la destruction.

Il devrait donc être évident pour tous que la dynamique de la politique mondiale n'est plus uniquement déterminée par les spécialistes de la politique étrangère. Aussi importants qu'ils soient, ce qu'ils pensent et ce qu'ils font est fonction de ce qui se passe dans les cœurs et les esprits de près de sept milliards d'êtres humains, les habitants d'une planète qui rétrécit, à une époque où l'information est pratiquement instantanée. C'est pourquoi la diplomatie publique – les efforts visant à persuader ces cœurs et ces esprits de nos vrais objectifs dans le monde – doit être un élément crucial de notre politique étrangère.

Mon raisonnement est le suivant : En nous concentrant sur nos relations avec les gouvernements étrangers et les organisations internationales, nous en sommes venus à négliger un groupe de puissants alliés : les autres peuples du monde.

Fait unique parmi les puissances mondiales, un dense réseau relie les Etats-Unis aux populations de pratiquement tous les pays de la planète, un réseau indépendant de toute interaction d'Etat à Etat. Sur un certain plan, cela n'a rien d'étonnant car du fait de la puissance politique, militaire et économique prédominante des Etats-Unis, leur présence est une réalité quotidienne dans la plupart des régions du globe. L'influence culturelle des Etats-Unis est encore plus vaste, elle pénètre dans les points les plus reculés du monde et ne fait que croître grâce à la portée illimitée des médias électroniques.

Mais il y a un lien encore plus profond qui découle des valeurs universelles que représentent les Etats-Unis. Plus qu'une simple liste des libertés dont ils désirent jouir, il y a la conviction fondamentale que ces valeurs ont une application universelle, qu'elles sont inhérentes aux individus et aux peuples du fait de leur appartenance à l'humanité et non une faveur accordée par les puissants et par des dirigeants non élus. Elles sont une source d'espoir, même pour les

populations qui n'ont jamais connu l'espoir.

Le progrès de la liberté est un élément fondamental de la politique étrangère des Etats-Unis depuis la création de ce pays. Etant donné le caractère du peuple américain, il en sera toujours ainsi. Mais en plus d'un altruisme sincère, notre promotion de la liberté peut avoir un autre objectif en tant qu'élément de la stratégie géopolitique des Etats-Unis.

En dépit des lamentations et de l'exaspération des praticiens de la « realpolitik » à propos de ce qu'ils considèrent comme notre conception simpliste et naïve du monde, nous ne nous en sommes pas si mal tirés. Si pratiquement tout le continent européen est aujourd'hui libre et en sécurité, c'est en grande partie à l'intervention puissante et bénéfique des Etats-Unis qu'on le doit, une intervention qui a commencé par le débarquement de nos forces en Normandie et continue à ce jour.

L'histoire du siècle dernier contient bien des leçons, dont l'une des plus importantes est que le désir de liberté que nous partageons avec d'autres peut être une arme extrêmement puissante pour ébranler les menaces géopolitiques. Le principal exemple dans ce domaine est celui de l'Union soviétique.

Les décennies d'efforts énormes déployés par les Etats-Unis et l'Ouest pour contenir et saper la menace posée par l'empire soviétique ont connu un succès considérable. Mais ce n'est qu'avec l'apparition de la démocratie en Russie et dans les autres pays de la geôle soviétique que le régime communiste a finalement été abattu et avec lui la menace qui pesait sur nous et sur l'ensemble du monde. Cela devrait être une importante leçon pour nous mais elle est curieusement restée lettre morte.

Les candidats à l'application de cette leçon viennent facilement à l'esprit : la liste de pays qui menacent les Etats-Unis, comme l'Irak, l'Iran et la Corée du Nord, ne compte pas de démocraties. Tous ont un gouvernement répressif qui se maintient au pouvoir par la force. Etant donné le manque d'ouverture de ces régimes, les outils classiques dont disposent les Etats-Unis pour affecter leur comportement, malheureusement, peuvent sembler limités, car ils ne comprennent guère plus qu'un mélange de sanctions,

de condamnations et d'isolement diplomatique. Malgré tous nos efforts, chacun de ces régimes continue à acquérir des armes de destruction massive, faisant entrevoir la perspective inquiétante d'une augmentation considérable de leurs moyens de nuire aux Etats-Unis et à leurs intérêts.

Dans nos délibérations sur notre politique à l'égard de ces gouvernements et des autres menaces contre les intérêts des Etats-Unis, nous ne devons pas oublier que le sort de l'empire soviétique constitue un exemple instructif de la façon dont des changements pacifiques peuvent être encouragés de l'extérieur.

Pour affermir sa domination, le régime soviétique exerçait ses vastes pouvoirs contre tous ceux qui manifestaient leur opposition, divisant et isolant les populations – envoyant même des chars lorsque c'était nécessaire – dans le but d'étouffer les espoirs de tous ceux qui défiaient son autorité. Mais l'Ouest a été en mesure de fournir de l'espoir malgré tout, et deux personnes ont joué un rôle particulièrement important dans ce domaine.

Le premier événement a été l'élection du pape Jean Paul II. Son message initial à ses compatriotes polonais était le suivant : « N'ayez pas peur ». C'est à partir de ce moment là que le mouvement populaire a pris forme. Solidarité est né et le régime polonais a entamé sa chute inéluctable dans l'oubli. La Pologne est maintenant libre.

L'élection de Ronald Reagan a été tout aussi importante. Contrairement aux conseils de nombreuses personnes, Ronald Reagan refusa de modérer ses propos sur l'Union soviétique. Lorsqu'il qualifia l'URSS d'« empire du mal », il fut tourné en ridicule par bien des gens en Occident et traité d'idéologue ou de belliciste, en particulier par ceux qui affirmaient que nous avions intérêt à composer avec le régime soviétique.

Nombreux étaient ceux qui qualifiaient ses déclarations de « paroles creuses ». Mais pour les vétérans du mouvement démocratique dans l'ex-Union soviétique, sa déclaration a marqué un tournant dans leur lutte, car c'était la première fois qu'un dirigeant occidental appelait l'Union soviétique par son vrai nom, déclarant ouvertement que ce

régime était illégitime et voué à disparaître. C'était une déclaration sans ambiguïté avec laquelle les Etats-Unis faisaient enfin cause commune avec les impuissants et non pas avec un régime tout-puissant, une déclaration selon laquelle nous n'abandonnerions jamais les opprimés dans le simple but de nous assurer de meilleures relations avec leurs oppresseurs.

Cette infusion d'espoir, la déclaration sans ambiguïté par laquelle les Etats-Unis se rangeaient ouvertement du côté de ceux qui luttèrent contre des forces imbattables, a aidé à déclencher les événements qui ont entraîné la dissolution de l'Union soviétique, et cela pratiquement sans coup de feu. Nous connaissons l'importance du rôle joué par l'Ouest parce que ceux qui menaient la résistance nous l'ont dit et redit. Nous devons comprendre que, bien que les longues décennies de pressions exercées par l'Ouest sur Moscou aient été indispensables à sa chute, en définitive, c'est la victoire de nos alliés de l'intérieur – les peuples asservis de l'Union soviétique – qui ont vaincu l'empire soviétique.

J'ai parlé d'« alliance » pour décrire nos relations avec les peuples du monde. Je n'utilise pas ce terme à la légère, et il ne s'agit pas non plus d'une figure de rhétorique. Bien que nos responsabilités mondiales exigent que nous maintenions un ensemble complet d'interactions officielles avec les gouvernements étrangers et même que nous entretenions de bonnes relations avec eux, nous ne devons pas oublier que nos véritables alliés sont les populations qu'ils gouvernent. Nous sommes alliés parce que nous poursuivons avec elles un objectif commun : la liberté. Et nous avons un ennemi commun : les régimes oppressifs hostiles à la démocratie.

Cela veut-il dire que nous devrions lier notre sort aux perspectives incertaines des opprimés de ce monde et renoncer à coopérer avec les régimes qui les gouvernent ? Devrions-nous renoncer aux objectifs traditionnels de la politique étrangère et même à nos propres intérêts au nom de la révolution ? Evidemment pas. Adopter une telle voie serait profondément imprudent et s'avérerait rapidement insoutenable. Nos intérêts exigent que nous coopérions avec des gouvernements dont le pouvoir ne repose pas toujours sur le consentement des

gouvernés. La priorité numéro un de la politique étrangère américaine est et doit demeurer la promotion des intérêts du peuple américain ; notre désir d'aider les autres ne doit pas être confondu avec l'obligation de le faire. Mais nous ne devons pas non plus méconnaître la nécessité de maintenir nos relations avec les populations de gouvernements dont la coopération nous est nécessaire mais dont le maintien au pouvoir n'est pas éternel.

Voici donc l'objectif que je fixerais à notre diplomatie publique et à notre politique étrangère en général : soyons en contact avec nos alliés parmi les populations du monde. Cela doit inclure les déclarations publiques du président et du Congrès qui définissent clairement les objectifs de la politique étrangère des Etats-Unis. Nous devons entretenir de bonnes relations avec les gouvernements étrangers, mais il faut y ajouter des contacts directs avec les populations elles-mêmes, sans passer par les gouvernements et les élites.

Malgré l'immense puissance des Etats-Unis, la transformation du monde est un fardeau trop lourd pour que nous tentions de l'assumer à nous seuls. Mais nous ne sommes pas seuls. Les autres peuples du monde constituent un énorme réservoir de ressources stratégiques qui ne demandent qu'à être utilisées. La formule est simple : nous servirons au mieux nos intérêts non pas en persuadant les autres d'adopter nos objectifs mais en les aidant à obtenir leur liberté. Ce faisant, nous ne devons jamais oublier que même si nous avons de nombreux opposants bruyants, ces derniers sont bien moins nombreux que les légions de nos alliés silencieux. ●

L'AFRIQUE OCCUPE UNE PLACE DE PREMIER PLAN DANS LA NOUVELLE STRATEGIE DE SECURITE NATIONALE

James Fisher-Thompson

Rédacteur du « Washington File », service Afrique

Bureau des programmes d'information internationale, Département d'Etat des Etats-Unis



Selon la nouvelle stratégie de sécurité nationale du président Bush, « l'Afrique revêt une grande importance pour la paix et la sécurité dans le monde et le continent recevra des Etats-Unis un maximum d'aide en faveur de son développement politique et économique », écrit James Fisher-Thompson, rédacteur du « Washington File », service Afrique, qui a interviewé plusieurs hauts fonctionnaires actuels et anciens ainsi que d'éminents universitaires à propos des passages du rapport sur la Stratégie de sécurité nationale se rapportant à la politique américaine à l'égard de l'Afrique.

Au cours d'interviews récentes, plusieurs hauts fonctionnaires américains ainsi que d'éminents africanistes se sont accordés à dire que la nouvelle Stratégie de sécurité nationale du président Bush montre clairement qu'une Afrique stable et démocratique demeure l'un des objectifs prioritaires du gouvernement américain. Selon le document intitulé « La Stratégie de sécurité nationale des Etats-Unis d'Amérique » que la Maison-Blanche a publié le 20 septembre, l'Afrique revêt une grande importance pour la paix et la sécurité mondiales et elle recevra des Etats-Unis toute l'aide dont elle aura besoin pour favoriser son développement politique et économique.

Le principal architecte, au département d'Etat, de la politique américaine à l'égard de l'Afrique, le sous-secrétaire d'Etat aux Affaires africaines, M. Walter Kansteiner, a fait cette observation dans un discours sur la solution des conflits qu'il a prononcé en novembre 2002 devant la Heritage Foundation.

« L'Afrique revêt une grande importance pour ce gouvernement, ce dont je me félicite, et je pense que cela se reflète dans le rapport du Président sur la sécurité nationale. En ce qui concerne l'avenir, je pense que l'Afrique va continuer à jouer un rôle important dans nos intérêts nationaux (...) et qu'elle va devenir beaucoup plus viable pour les Etats-Unis ».

Brett Schaefer, spécialiste de l'Afrique à la Heritage Foundation, n'a pas été surpris de la place accordée à

l'Afrique dans la stratégie de sécurité. « Je pense que le Président met nettement l'accent sur l'Afrique depuis un an environ. L'ancien secrétaire au Trésor, Paul O'Neill, y a fait un voyage prolongé ; M. Bush a annoncé la création du Compte du millénaire (dont la moitié des fonds iront à l'Afrique) ainsi que des initiatives relatives au VIH/sida et à l'eau qui visent toutes les deux l'Afrique. Il est donc tout naturel que l'Afrique occupe cette place dans le document sur la sécurité », a-t-il dit.

Et d'ajouter : « Au plan de la sécurité nationale, les recommandations du gouvernement sont on ne peut plus cohérentes. Elles s'efforcent de mettre l'accent sur la diminution du nombre de conflits et la réduction de l'instabilité en Afrique, ce qui est une importante priorité. Elles prônent aussi une collaboration avec les alliés européens afin de réaliser ces objectifs, en particulier lorsque des opérations de maintien de la paix sont nécessaires. »

Sur ce dernier point, il a fait remarquer que « l'Afrique, si importante soit-elle, n'est manifestement pas un endroit où les Etats-Unis voudraient poster un grand nombre de soldats. Le gouvernement essaie donc de décupler son impact en collaborant avec d'autres pays et institutions telles les institutions régionales qui sont mentionnées dans la stratégie. »

En revanche, pour M. Steve Morrison, directeur des

programmes africains au Centre d'études stratégiques et internationales (CSIS), l'accent mis sur l'Afrique dans ce document « est assez spectaculaire à divers titres. Tout d'abord, au niveau conceptuel, il s'écarte de la politique habituelle parce que la nouvelle stratégie de prévention du terrorisme déclare que les régions déstabilisées, chaotiques, que nous jugions naguère marginales sont maintenant prioritaires, en fait, parce qu'elles pourraient abriter les réseaux clandestins de terroristes. Deuxièmement, la mention explicite du Kenya, de l'Ethiopie, du Soudan et du Nigeria en tant que partenaires clés est exceptionnelle pour un tel document politique. Troisièmement, l'indication que nous allons collaborer très activement avec ces quatre pays et avec d'autres, dans un cadre sous-régional, pour gérer les crises est une notion tout à fait nouvelle».

La stratégie du président Bush, a-t-il expliqué, « élève le niveau des résultats pouvant être atteints et offre une gamme beaucoup plus ambitieuse d'instruments diplomatiques et politiques que les Etats-Unis sont maintenant prêts à utiliser pour aider les Africains à combattre des fléaux tels que la corruption, l'instabilité politique, le terrorisme et la maladie».

Le président de la sous-commission sur l'Afrique à la Chambre des représentants, M. Ed Royce (républicain de Californie), a commenté en ces termes l'importance de cette stratégie : « Je suis heureux que le gouvernement Bush ait énoncé dans sa Stratégie de sécurité nationale l'importance vitale que revêt l'Afrique pour les intérêts des Etats-Unis. Il est très important que nous stabilisions nos rapports stratégiques avec les pays et institutions régionales d'Afrique dans l'intérêt de notre sécurité mutuelle. »

Sur le plan économique, il a ajouté : « Le président Bush et moi partageons la conviction qu'une façon d'augmenter considérablement la liberté politique et économique sur le continent passe par le commerce avec les Etats-Unis et les investissements américains. »

La guerre contre le terrorisme étant la grande priorité du gouvernement américain en matière de politique étrangère, le rapport sur la stratégie met l'accent sur le fait que les Etats-Unis ne pourront jamais

connaître la sécurité tant que les difficultés économiques et les troubles politiques foisonneront. Dans l'introduction du rapport, le président Bush souligne : « La pauvreté ne transforme pas les pauvres en terroristes et en meurtriers. Cependant, la pauvreté, la faiblesse des institutions et la corruption peuvent rendre des Etats faibles vulnérables à l'égard des réseaux terroristes et des cartels de la drogue se trouvant sur leur territoire. »

Selon ce document, en Afrique, « les promesses et les débouchés côtoient la guerre, la maladie et le plus grand dénuement. Cet état de chose porte atteinte à la fois à une valeur fondamentale des Etats-Unis : sauvegarder la dignité humaine, et à leur priorité stratégique : combattre le terrorisme international. » C'est pourquoi le gouvernement des Etats-Unis « œuvrera avec d'autres à la réalisation d'un objectif, celui d'un continent où les gens vivent en liberté, en paix et jouissent d'une prospérité croissante».

Sous le titre « Travailler avec d'autres pour désamorcer les conflits régionaux», le rapport énonce, à l'intention des décideurs politiques, trois grandes stratégies étroitement entremêlées :

- travailler avec les pays « pour avoir le plus grand impact possible sur les quartiers, notamment en Afrique du Sud, au Nigeria, au Kenya et en Ethiopie » ;
- collaborer avec les alliés européens et les institutions internationales, « un élément indispensable d'une médiation constructive des conflits et de la bonne conduite d'opérations visant la paix » ; et
- aider « les Etats viables qui se réforment et les organisations sous-régionales de l'Afrique, car il faut donner plus de poids à ce principal moyen de faire face de façon soutenue aux menaces transnationales ».

Pour M. Herman Cohen, ancien sous-secrétaire d'Etat aux Affaires africaines, l'accent mis sur l'Afrique dans le rapport sur la stratégie nationale est « un heureux développement, mais pas une surprise. Il est bon que M. Bush souligne l'aspect développement, car les Africains s'efforcent sérieusement de se

réformer, même si l'Afrique n'est pas une source de terrorisme comme d'autres régions du monde. »

Ancien ambassadeur des Etats-Unis au Sénégal, M. Cohen, qui dirige aujourd'hui son propre cabinet de consultants internationaux, a déclaré : « L'Afrique a subi des attaques terroristes (qui ont détruit les ambassades des Etats-Unis au Kenya et en Tanzanie en 1998) mais les responsables venaient de l'extérieur du continent. Je ne peux penser à un seul cas d'attaque terroriste ciblant des Américains qui aurait eu une origine africaine. D'ailleurs, aucun Africain n'a été trouvé dans les groupes terroristes comme Al-Qaïda, bien que la moitié des Africains soient musulmans, et de pieux musulmans par-dessus le marché. »

« Les nations africaines coopèrent avec les autorités américaines dans la lutte contre le terrorisme et adoptent les sortes de réformes politiques et économiques qui attirent les investisseurs. Il est donc tout naturel que ce gouvernement considère l'Afrique comme digne d'une forme d'assistance au développement qui encourage les échanges et l'investissement. »

De son côté, M. Royce a précisé : « En accroissant nos échanges avec les pays africains, nous augmentons les moyens d'action de leurs gouvernements et améliorons le niveau de vie des Africains, bâtissant en collaboration des Etats plus forts dans lesquels les gens peuvent jouir de la liberté et les terroristes ne peuvent pas prospérer aussi facilement. Il est intéressant de noter que notre commerce avec le continent a augmenté l'an dernier tandis que nos échanges avec les autres continents stagnaient ou diminuaient ».

Il a ajouté : « En plus de collaborer avec le Congrès pour étendre les avantages de la Loi sur la croissance et les possibilités en Afrique (AGOA), le gouvernement Bush est en train de mettre au point des accords de libre-échange avec le Maroc et les pays de l'Union douanière d'Afrique australe ». Le président Bush a ratifié en août dernier la nouvelle loi commerciale AGOA II, qui étend les dispositions commerciales avantageuses à plus de 35 pays d'Afrique sub-saharienne.

En plus des points soulevés par M. Royce, le rapport sur la stratégie de sécurité énonce une assistance du gouvernement américain au continent qui comprend :

- la garantie que les règles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) relatives à la propriété intellectuelle sont « suffisamment souples pour permettre aux pays en développement d'avoir accès aux médicaments essentiels pour faire face aux énormes dangers que représentent le VIH/sida, la tuberculose et le paludisme » ;
- l'accélération de l'aide au développement dans le cadre du nouveau Compte du millénaire, dont la moitié des fonds cibleront les pays africains qui, de l'avis du président Bush « gouvernement de façon équitable, investissent dans leur peuple et encouragent la liberté économique » ; et
- la proposition d'une augmentation de 18 % de la contribution des Etats-Unis à l'Association internationale de développement (IDA), filiale de la Banque mondiale consacrée à l'aide aux pays pauvres, et à la Banque africaine de développement (BAfD).

« Ce n'est pas chose facile que de participer aux affaires africaines, mais le continent africain a certainement besoin de développer ses institutions pour pouvoir coopérer et les Etats-Unis peuvent apporter leur aide en s'associant aux organisations régionales africaines », a dit M. William Zartman, directeur du programme « gestion des conflits » à l'Ecole des Etudes internationales avancées (SAIS) de l'université Johns Hopkins et ancien directeur du département Afrique de cette université.

Pour lui, l'accent mis par le rapport sur la coordination avec « les alliés européens » est tout a fait indiqué, « en particulier en ce qui concerne les Français ».

« Le moment est venu de travailler avec la France pour que nous surmontions l'un et l'autre le « complexe de Fachoda » qui fait que les Français considèrent toute activité de la part des Américains ou leur présence en Afrique comme une manœuvre visant à les faire partir et que nous considérons les Français comme des survivants du colonialisme.

Nous devons mettre fin à cette petite guerre qui nous a tant nui», a affirmé M. Zartman.

À propos de l'appel lancé dans le rapport pour un renforcement des « États viables d'Afrique qui se réforment et des organisations sous-régionales», l'universitaire a dit : « Je crois que la réforme la plus importante proposée pour l'Afrique au cours de la dernière décennie a été la Conférence sur la sécurité, la stabilité, le développement et la coopération en Afrique (CSSDCA), surnommée aussi « documents de Kampala ». C'était le meilleur schéma pour encourager le changement sur le continent et il mérite notre appui. »

Pour M. Zartman, qui a récemment écrit un livre sur cette question, intitulé « Vision stratégique de l'Afrique», en collaboration avec un autre africaniste, Francis Deng, si la CSSDCA a aujourd'hui perdu un peu de son homogénéité, son « esprit», notamment la notion selon laquelle de graves atteintes aux droits de l'homme peuvent justifier l'intervention d'un groupe d'États dans les affaires d'un autre, a été en partie repris par la nouvelle Union africaine (UA) qui a succédé à l'Organisation de l'unité africaine (OUA).

La CSSDCA, a-t-il expliqué, s'était inspirée des Accords d'Helsinki de 1975, dont l'accent placé sur les droits de l'homme avait contribué à la chute de l'Union soviétique. À l'instar des grandes questions sous-tendant les Accords d'Helsinki, la CSSDCA a également de grands dossiers et, chose intéressante, celui du développement a été repris par le Nouveau Partenariat pour le développement en Afrique (NEPAD).

Le NEPAD est un schéma socio-économique pour le développement formulé par des dirigeants du continent comme le président sud-africain, M. Thabo Mbeki, et il a été adopté par l'Union africaine. Il est unique en son genre parmi les plans similaires de développement pour l'Afrique en ce sens qu'il comporte un « mécanisme d'examen par les pairs» qui encourage les réformes politiques et la transparence dans les pays africains répondant aux conditions requises.

Le rapport de la Maison-Blanche sur la sécurité nationale mentionne nommément l'UA : « Le passage

à l'Union africaine, avec sa volonté déclarée de favoriser la bonne gestion des affaires gouvernementales et la responsabilité commune d'assurer des régimes politiques démocratiques, offre la possibilité de renforcer la démocratie sur le continent. »

« C'est une bonne chose», a dit l'ancien sous-secrétaire d'État aux Affaires africaines, M. Cohen, car « l'Union africaine, ainsi que les initiatives telles que le NEPAD, qui ont des acteurs locaux, essaient vraiment de comprendre pourquoi le développement africain est à la traîne. Ils en ont découvert les raisons et ont compris que les mauvaises politiques économiques devaient être réformées. Ils ont trouvé aussi que la bonne gestion des affaires gouvernementales et la démocratie étaient en retard, autant d'éléments indispensables si l'on veut encourager les investissements. »

Fruit des travaux de chefs d'État tels que le président du Nigeria, M. Olusegun Obasanjo, et le président sud-africain, M. Thabo Mbeki, le NEPAD est tout autant un guide du développement en Afrique qu'un plan d'action. Le sous-secrétaire d'État aux Affaires africaines, M. Walter Kansteiner, a récemment fait l'éloge du NEPAD, déclarant : « Au cœur de la philosophie sous-tendant le NEPAD (...) se trouve la notion que non seulement on s'attend à une bonne gouvernance mais on l'exigera. C'est une façon de voir les choses qui diffère de ce que nous avons vu dans le passé et nous pensons qu'elle est importante ; nous l'épousons complètement. »

Pour M. Cohen, ces diverses initiatives sont « très encourageantes car ce ne sont plus les États-Unis qui disent aux Africains quoi faire, mais ce sont les Africains eux-mêmes qui reconnaissent qu'ils ont un problème et qui prennent des mesures pour le corriger. »

L'accent mis sur l'AGOA dans le document est aussi une décision judicieuse, selon lui, car « si vous regardez certaines des statistiques commerciales depuis le début de l'AGOA (il y a deux ans), les pays qui réussissent le mieux au plan de la croissance économique sont ceux qui bénéficient des avantages conférés par l'AGOA. L'Afrique du Sud, par exemple, exporte des BMW (vers les États-Unis).

« Cela veut dire que le sort de beaucoup de travailleurs sud-africains et de leur famille s'est amélioré à cause de l'AGOA. Personnellement, je crois que c'est ce dont l'Afrique a besoin : plus de revenus découlant du commerce, de façon à pouvoir créer la richesse et permettre aux gouvernements de fournir davantage de services sociaux et infrastructurels, notamment l'eau potable et l'électricité », a ajouté M. Cohen.

M. Schaefer, de la Heritage Foundation, est du même avis que M. Cohen quant aux avantages de l'AGOA, déclarant : « Dans l'ensemble, la loi commerciale a été couronnée de succès pour le continent africain, notamment pour ce qui est des exportations ». Toutefois, en ce qui concerne l'Union africaine, il a fait part en ces termes de son scepticisme : « Il semble que ce soit la même vieille organisation remballée dans un nouvel emballage. »

Et d'ajouter : « Les promesses sont belles, mais l'Union africaine hésite à critiquer l'un des coupables des pires atteintes aux droits de l'homme contre son propre peuple en Afrique : le président Robert Mugabe du Zimbabwe. Cette défaillance semble être une flèche vivement éclairée montrant la faiblesse de l'organisation, et c'est que les nations africaines ne semblent guère disposées à se critiquer mutuellement. »

Pour empêcher l'Afrique de se laisser dépasser ou d'être « marginalisée » dans la nouvelle économie mondiale – condition importante du bien-être politique et de la sécurité, selon les décideurs – le gouvernement américain a tenu parole. Rien qu'en 2001, il a contribué plus de 1,1 milliard de dollars aux programmes de développement et d'assistance humanitaire à l'Afrique subsaharienne. Les Etats-Unis versent la plus forte contribution aux programmes de lutte contre le VIH/sida sur le continent ainsi qu'aux programmes d'assistance à des pays comme la Sierra Leone, le Liberia et la Somalie. ©

LA STRATEGIE DE SECURITE NATIONALE DU PRESIDENT BUSH

Keir Lieber

Professeur adjoint de sciences politiques, université de Notre Dame

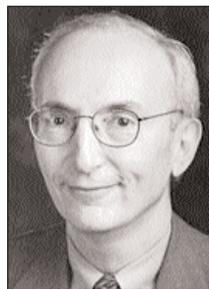
et

Robert Lieber

Professeur de gestion publique et de politique étrangère, université de Georgetown



Keir Lieber



Robert Lieber

« *La Stratégie de sécurité nationale du président Bush est un ouvrage ambitieux et important qui a retenu une attention considérable et suscité de grands débats* », disent les professeurs Keir Lieber de l'université de Notre Dame et Robert Lieber de l'université de Georgetown. « *Elle s'inscrit essentiellement dans le cadre de la tradition stratégique américaine, tout en formulant une conception ambitieuse et cohérente de la politique américaine face à des menaces nouvelles et graves* », notent-ils.

Le premier rapport du président George W. Bush sur la Stratégie de sécurité nationale, publié par la Maison-Blanche le 20 septembre 2002, a fait l'objet d'une vive attention aux Etats-Unis comme à l'étranger et a été accueilli comme un éloquent énoncé de la stratégie ambitieuse des Etats-Unis dans le monde de l'après-11 septembre. Le nouveau document, intitulé « La Stratégie de sécurité nationale des Etats-Unis d'Amérique », a fait l'objet d'éloges, en tant que réponse impressionnante par sa clarté et sa perspicacité aux menaces auxquelles l'Amérique fait face aujourd'hui, et de critiques, pour son orientation qui se détourne radicalement et de manière troublante de la tradition de la politique étrangère américaine. Si la nouvelle Stratégie de sécurité nationale est une proclamation hardie et franche des objectifs de l'Amérique, elle énonce en grande partie des principes implicites de la stratégie pratiquée par les Etats-Unis depuis leur accession au rang de grande puissance mondiale, il y a un siècle de cela. En outre, ce qu'elle contient de neuf est généralement raisonnable au regard de la nature et de la magnitude des menaces qui ont vu le jour dans l'environnement international de l'après 11 septembre.

La loi Goldwater-Nichols de 1986 exige du président qu'il présente un rapport annuel au Congrès exposant la stratégie d'ensemble des Etats-Unis. Bien que la loi demande « une description et un examen complets » des intérêts, buts et capacités des Etats-Unis, ces

rapports consistent généralement en des déclarations de haute rhétorique ou en des répétitions et reprises de la politique officielle ne prêtant pas à controverse. Certains font exception à cette tradition. Le rapport NSC-68, rapport classé secret de Paul Nitze soumis au président Harry Truman en 1950, brosse un tableau complet d'une menace communiste monolithique de domination mondiale contre laquelle la seule riposte possible est un accroissement massif des forces militaires américaines et l'application d'une doctrine d'endiguement. La première Stratégie de sécurité nationale du président Bill Clinton, sans être tant s'en faut un NSC-68, expose les arguments de l'administration en faveur de la doctrine largement citée de « l'engagement et de l'élargissement ». Dans l'ensemble, toutefois, les documents tels que la Stratégie de sécurité nationale se démarquent rarement de la stratégie établie et donnent lieu à peu de débats dans le public.

Quatre thèmes clés de la Stratégie de sécurité nationale de M. Bush ont suscité des controverses. Premier thème : le document prévoit des actions militaires préventives contre les Etats hostiles et les groupes terroristes cherchant à se doter d'armes de destruction massive. Deuxième thème : le document annonce que les Etats-Unis ne permettront pas que leur puissance militaire mondiale soit concurrencée par un autre pays. Troisième thème : la nouvelle stratégie, après avoir exprimé la volonté de

coopération internationale multilatérale, précise explicitement que les Etats-Unis « n'hésiteront pas à agir seuls, s'il le faut » pour défendre leurs intérêts nationaux et leur sécurité. Quatrième thème : la Stratégie de sécurité nationale affirme avoir pour but la propagation de la démocratie et des droits de l'homme dans le monde entier, en particulier le monde musulman. On trouvera ci-après une analyse de chacun de ces thèmes, dans laquelle une attention particulière est accordée à la logique, au degré de changement ou de continuité, et aux implications de chacun des objectifs de la sécurité nationale.

ACTIONS PREVENTIVES

La Stratégie de sécurité nationale de M. Bush préconise l'emploi préventif de la force militaire contre les terroristes ou les Etats parrains du terrorisme qui essaient d'acquérir ou d'employer des armes de destruction massive. Ce sont là les menaces les plus sérieuses visant les Etats-Unis et, selon le document, « par simple bon sens et légitime défense, l'Amérique agira contre les menaces qui se font jour avant qu'elles ne soient pleinement écloses ». L'usage préventif de la force devant une attaque imminente est logique du point de vue stratégique et le droit international et la tradition de la guerre juste le justifient. Toutefois, la doctrine Bush prête à controverse sur ce point, car elle élargit le sens de la prévention pour englober l'action militaire « même lorsqu'il subsiste des incertitudes quant au lieu et au moment de l'attaque de l'ennemi ». Les critiques estiment que l'inclusion d'une telle action militaire anticipée dans la catégorie de la prévention n'a pas de fondement juridique ni pratique et considère donc que la doctrine Bush s'éloigne sur ce point de la tradition de façon préoccupante.

Les Etats-Unis ont souvent situé leur action à la limite de l'attaque préventive et de la prévention au sens généralement accepté du terme. En fait, il n'y a eu dans le monde au cours des deux derniers siècles que quelques cas patents d'attaques préventives, l'offensive israélienne dans la Guerre des six jours étant l'exemple le plus fréquemment cité. La déclaration contenue dans la nouvelle stratégie selon laquelle « notre meilleure défense est une bonne offensive » dénote un consentement de longue date de recourir à l'action militaire avant qu'une attaque

effective soit imminente. Outre plusieurs cas de changements de régime appuyés par les Etats-Unis durant la guerre froide, un exemple notoire de cette attitude est celui du blocus naval de Cuba imposé par le président Kennedy en 1962 pour obtenir le retrait des missiles nucléaires soviétiques. Dans un autre cas, la campagne menée par les Etats-Unis afin d'expulser les forces irakiennes du Koweït en 1991 se justifiait en partie pour certains décideurs politiques américains en raison de la menace d'armes de destruction massive que présentait l'Irak pour l'avenir. De même, l'accord-cadre de 1994 avec la Corée du Nord a été négocié sous la menace implicite d'une action militaire des Etats-Unis pour empêcher ce pays de se constituer un arsenal nucléaire.

Certains analystes estiment qu'il va à l'encontre du but recherché d'exposer de manière explicite les conditions dans lesquelles les Etats-Unis frapperont les premiers et qu'il y a de bonnes raisons de brouiller la distinction entre attaque anticipée préventive et mesures strictement préventives. Les attaques du 11 septembre démontrent que les organisations terroristes telles que Al-Qaida présentent une menace immédiate pour les Etats-Unis, qu'elles ne sont pas dissuadées par la crainte d'une riposte des Etats-Unis et qu'elles saisiront vraisemblablement l'occasion de tuer des millions d'Américains si des armes de destruction massive pouvaient être employées de manière efficace sur le territoire américain. Il est donc sage de mener une campagne active contre les terroristes et un avertissement lancé aux Etats parrains du terrorisme pourrait dissuader ces Etats de développer des armes de destruction massive ou de commencer à coopérer avec des terroristes. D'autres critiques ont considéré que la Stratégie de sécurité nationale de M. Bush va bien au-delà du droit à la légitime défense anticipée qui découle selon les interprétations communes de l'article 51 de la Charte des Nations unies et que, de ce fait, la stratégie Bush aura pour effet de saper le droit international et d'amener d'autres Etats à invoquer la politique américaine en tant que prétexte à l'agression. Les exemples les plus couramment cités sont ceux d'une large interprétation de la légitime défense anticipée qui pourrait amener la Chine à attaquer Taiwan ou l'Inde à attaquer le Pakistan. L'argument n'est pas convaincant, toutefois, étant donné que ces Etats ne sont pas actuellement empêchés d'agir par une norme

quelconque s'opposant aux frappes préventives et que des évolutions rhétoriques de la politique américaine ne sauraient les enhardir.

LA PRIMAUTE DES FORCES MILITAIRES

La Stratégie de sécurité nationale de M. Bush reconnaît avec confiance la supériorité des Etats-Unis en tant que première puissance mondiale et note sans ambages que l'un des objectifs de la stratégie d'ensemble des Etats-Unis doit être d'assurer la primauté des Etats-Unis en décourageant l'émergence de toute puissance capable de les défier. On peut lire dans le document : « Aujourd'hui, les Etats-Unis jouissent d'une force militaire sans égale et d'une grande influence économique et politique. Conformément à notre héritage et à nos principes, nous n'employons pas notre force pour obtenir des avantages unilatéraux. Nous cherchons au contraire à établir un équilibre des pouvoirs favorable à la liberté humaine... » Et dans un passage qui a suscité de nombreux débats et discussions, on trouve la déclaration suivante : « nos forces seront d'un niveau suffisant pour dissuader les adversaires potentiels de chercher à accroître leur puissance militaire dans l'espoir de surpasser ou d'égaliser la puissance des Etats-Unis. » Les critiques de la Stratégie de sécurité nationale de M. Bush voient dans cette proclamation une évolution inquiétante dans le sens d'une confiance excessive et d'une tendance impériale extrême.

Le souci de maintenir la primauté de l'Amérique en cherchant à prévenir la montée d'un concurrent de force comparable a guidé la politique étrangère américaine pratiquée durant la majeure partie du siècle dernier. La logique stratégique fondamentale explique en grande partie pourquoi les Etats-Unis sont finalement intervenus dans les deux guerres mondiales et pourquoi les forces américaines ont été ramenées dans leurs foyers après la Première Guerre mondiale, mais ont été redéployées pour assurer la défense de l'Europe peu après la fin de la Deuxième Guerre mondiale (en raison de la présence d'un concurrent de calibre égal dans le second cas mais pas dans le premier). L'objectif de la préservation de l'hégémonie militaire des Etats-Unis n'est lui-même pas nouveau. En 1992, un document de planification stratégique du ministère de la défense révéla par des

fuites a présenté un programme visant à prévenir la montée d'un concurrent de force analogue, énoncé en des termes remarquablement semblables à ceux de l'actuelle Stratégie de sécurité nationale de M. Bush. (Le texte de 1992 a fini par faire l'objet d'un désaveu des responsables officiels américains, mais le concept fondamental n'a pas été abandonné.)

Il y a d'excellentes raisons de penser que la suprématie des Etats-Unis est, de fait, bonne pour la paix et la stabilité mondiales, et également préférable de loin aux autres options. La meilleure preuve en est peut-être l'accueil favorable fait à la présence militaire américaine dans un grand nombre de régions du globe. Les motivations des Etats des diverses régions peuvent aller de la possibilité de bénéficier gratuitement du bouclier de la sécurité américaine, à l'effet pacificateur ou stabilisateur de la présence américaine, mais l'effet fondamental reste le même. Malgré les tensions politiques évidentes et prévisibles résultant ipso facto du stationnement de troupes américaines à l'étranger, de nombreux Etats considèrent la suprématie militaire américaine comme nécessaire à la stabilité et préférable aux autres options, notamment en Europe, en Asie de l'Est et dans le golfe Persique.

Au bout du compte, cet élément de la nouvelle Stratégie de sécurité nationale de M. Bush ne risque guère de redéfinir les contours de la politique étrangère américaine. Il est improbable, par exemple, que les Etats-Unis prendront délibérément des mesures visant à retarder la croissance économique et militaire de grandes puissances potentielles telles que la Chine. Par ailleurs, selon toute vraisemblance, les dépenses de défense des Etats-Unis continueront d'augmenter avec la guerre contre le terrorisme, ce qui continuera de creuser l'écart militaire qui les séparent d'éventuels concurrents et cela pourra en fait dissuader les adversaires potentiels de défier les Etats-Unis dans le domaine militaire.

UN NOUVEAU MULTILATERALISME

La nouvelle stratégie déclare : « Nous sommes guidés par la conviction qu'aucune nation ne peut, à elle seule, bâtir un monde meilleur et plus sûr. Les alliances et les institutions multilatérales peuvent multiplier la force des nations éprises de liberté. Les

Etats-Unis sont attachés à l'existence d'institutions durables (...)» Le document note également : « Les Etats-Unis s'efforceront constamment de rallier l'appui de la communauté internationale, mais ils n'hésiteront pas à agir seuls (...)»

Certains ont interprété la nouvelle doctrine Bush comme l'incarnation d'un unilatéralisme sans vergogne convenant à un « Lone Ranger » texan, ou tout simplement comme le gant de velours rhétorique cachant la main de fer de la force brute américaine. Ils se trompent. La Stratégie de sécurité nationale de M. Bush énonce clairement les avantages et la nécessité d'une coopération multilatérale, en particulier avec les autres grandes puissances, et elle est donc plus authentiquement multilatérale que le comportement récent de l'administration Bush ne le donnerait à penser. Ce qui est différent, c'est que l'administration Bush semble rejeter la poursuite aveugle du multilatéralisme par égard pour le multilatéralisme, c'est-à-dire en tant qu'approche intrinsèquement nécessaire à la légitimité ou à la moralité internationale. La Stratégie de sécurité nationale de M. Bush considère au contraire que la volonté de faire cavalier seul ne s'oppose pas à un multilatéralisme productif et qu'elle pourrait même en faciliter l'instauration. Ici encore, il faut se garder d'exagérer la rupture avec le passé. Le gouvernement Clinton lui-même, malgré son attachement résolu au multilatéralisme, a fréquemment choisi de faire passer ce principe au second plan dans la poursuite d'intérêts nationaux plus directs lorsque ces deux positions étaient inconciliables.

Il est de bonne stratégie de se déclarer disposé à agir seul. La Stratégie de sécurité nationale de M. Bush stipule que la guerre mondiale contre le terrorisme exige la coopération au plan international de pays qui partagent les mêmes idées. Mais il apparaît également que d'autres nations évalueront elles-mêmes les coûts et les avantages de la coopération avec les Etats-Unis (ou de leur opposition). Même les pays qui se hérissent devant l'unilatéralisme américain finissent souvent par se décider à coopérer avec les Etats-Unis si l'alternative est d'être laissés sur la touche. Il en a été ainsi de la récente adoption à l'unanimité de la résolution 1441 du Conseil de sécurité des Nations unies exigeant de l'Irak qu'il se conforme pleinement à ses obligations en matière de

désarmement. Plusieurs membres permanents du Conseil de sécurité (la Russie, la Chine et la France) ainsi qu'un Etat arabe (la Syrie) avaient d'abord exprimé leurs divers désaccords avec la politique américaine mais ont finalement choisi de coopérer en votant en faveur de la résolution.

LA PROPAGATION DE LA DEMOCRATIE

La Stratégie de sécurité nationale de M. Bush ne concerne pas exclusivement la puissance et la sécurité au sens étroit de ces termes. Elle énonce l'engagement des Etats-Unis de répandre la démocratie dans le monde entier et d'encourager la formation « de sociétés libres et ouvertes sur tous les continents ». A ces fins, le document prévoit une vaste campagne d'information du public, « une lutte idéologique » pour aider les étrangers, notamment dans le monde musulman, à connaître et à comprendre l'Amérique.

Cet engagement reflète des thèmes profondément ancrés dans la grande stratégie américaine et s'inscrit dans le droit fil des idées américaines en politique étrangère. En particulier, l'idée que l'exercice de la puissance américaine va de pair avec la promotion des principes démocratiques se retrouve dans les déclarations de politique des présidents des Etats-Unis depuis Woodrow Wilson jusqu'à John Kennedy, Ronald Reagan et Bill Clinton. Cet amalgame de valeurs est l'expression à la fois d'une croyance en la démocratie et en la liberté en tant qu'idéaux universels (« Les Etats-Unis, lit-on dans le document, doivent défendre la liberté et la justice parce que ces principes sont justes et vrais pour tous les gens en tous les lieux. »), et celle d'un jugement selon lequel la propagation de ces principes à l'étranger bénéficie non seulement aux populations d'autres pays mais renforce également la sécurité nationale des Etats-Unis en réduisant les risques de conflits entre les nations.

La Stratégie de sécurité nationale de M. Bush exprime l'engagement des Etats-Unis de « s'employer à porter l'espoir de la démocratie, du développement, de l'économie de marché et du libre-échange aux quatre coins du monde ». Cet objectif est motivé par la conviction que la cause fondamentale du terrorisme de groupes islamiques radicaux est

l'absence de démocratie, la fréquence de l'autoritarisme et le manque de liberté et de possibilités dans le monde arabe. Cette idée avait été rejetée dans le passé comme relevant de la rhétorique politique. Mais après le 11 septembre, même les Nations unies dans leur Rapport arabe sur le développement humain ont identifié le problème et lancé un appel à la mise en œuvre de mesures d'expansion des institutions démocratiques et du respect des libertés humaines fondamentales dans le Moyen-Orient musulman.

CONCLUSION

Pour résumer, la Stratégie de sécurité nationale du président Bush est un ouvrage ambitieux et important et il n'est pas surprenant que le document ait fait l'objet d'une attention considérable et suscité de larges débats. Dans ses grandes lignes, elle s'inscrit dans la tradition stratégique américaine tout en formulant un grand dessein cohérent dans le domaine de la politique américaine face à des menaces nouvelles et graves. Par sa portée et son ambition, elle est le digne successeur de la plupart des grandes déclarations qui l'ont précédée. Elle est appelée à constituer pendant un certain temps l'expression qui fait autorité de la stratégie d'ensemble des Etats-Unis dans le monde de l'après-11 septembre. ●

Les opinions exprimées dans le présent article sont celles de ses auteurs et ne reflètent pas nécessairement les vues ni les politiques du gouvernement des Etats-Unis.

UN INTERNATIONALISME SPECIFIQUEMENT AMERICAIN QUI REpond A LA MONDIALISATION

Richard Kugler

*Professeur et directeur du Centre de politique en matière de technologie
et de sécurité nationale de la National Defense University*



« Longtemps attendue, la Stratégie de sécurité nationale donne une image sophistiquée du nouveau rôle des Etats-Unis dans les affaires mondiales au début du XXI^e siècle. Contrairement à ce que prévoyaient les critiques, elle ne relève ni de l'hégémonie ni de l'unilatéralisme et n'est ni ultra-militariste ni axée sur une attaque préventive contre les ennemis », affirme le professeur Richard Kugler, professeur à la National Defense University. « Son évaluation des intérêts et valeurs des Etats-Unis résulte d'un "internationalisme spécifiquement américain" visant à créer un équilibre du pouvoir qui favorise la liberté humaine et fait du monde un endroit meilleur et plus sûr. »

Longtemps attendue, la Stratégie de sécurité nationale donne une image sophistiquée du nouveau rôle des Etats-Unis dans les affaires mondiales au début du XXI^e siècle. Contrairement à ce que prévoyaient les critiques, elle ne relève ni de l'hégémonie ni de l'unilatéralisme et n'est ni ultra-militariste ni axée sur une attaque préventive contre les ennemis. Son évaluation des intérêts et valeurs des Etats-Unis résulte d'un « internationalisme spécifiquement américain » visant à créer un équilibre du pouvoir qui favorise la liberté humaine et fait du monde un endroit meilleur et plus sûr. Etant résolue à juger de la façon dont doivent être appliqués les principaux atouts des Etats-Unis, elle prête une grande attention au traitement des dangereux problèmes de sécurité actuels et à la lutte contre les menaces que font peser les terroristes et les tyrans. Mais elle aspire aussi à promouvoir le progrès économique mondial, la démocratie et la liberté dans les régions en proie à des troubles. L'un de ses principaux objectifs est de doubler, en l'espace de dix ans, les résultats économiques des pays pauvres. Cette stratégie montre que les Etats-Unis sont une superpuissance prête à adopter de nouvelles orientations politiques allant à l'encontre des pratiques établies lorsque cela s'avère nécessaire. Mais elle précise aussi que les Etats-Unis seront un chef de file de la communauté démocratique conscient de ses responsabilités et un participant à part entière aux alliances et institutions multilatérales, y compris les Nations unies.

La nouvelle stratégie américaine est donc abondamment dotée d'aspirations à la fois élevées et mesurées ainsi que d'un mélange bipartite de continuité et de changement. Elle tient également compte à la fois des dangers et des possibilités à venir. Le problème principal n'est pas son orthodoxie conceptuelle mais la question de savoir si elle recevra de ses principaux partenaires démocratiques les ressources et le soutien dont elle a besoin pour être appliquée. Un problème tout aussi important est la question de savoir si cette stratégie se heurtera à des problèmes résolubles ou au contraire pratiquement intraitables. La façon dont ces questions seront réglées déterminera si elle atteint pleinement ses objectifs. Seul le temps le dira, mais les années qui viennent promettent d'être fertiles en événements du fait de l'apparition sur la scène internationale d'un engagement américain mondial déterminé.

L'IMPACT DE LA MONDIALISATION

Ce qui rend spécifiquement américaine la Stratégie de sécurité nationale des Etats-Unis, c'est le fait qu'elle est véritablement mondiale. Alors que la plupart des pays s'intéressent principalement à leur propre région, la stratégie américaine couvre pratiquement tout le globe. Cette vaste portée tient en partie au fait que les Etats-Unis ont des intérêts et des valeurs en jeu presque partout dans le monde. De plus, ils ont des accords de sécurité avec des pays de nombreuses régions, une large participation économique, et sont

membres d'un grand nombre d'organisations mondiales et régionales. Ceux qui les accusent de préférer agir unilatéralement se trompent. En tant que l'un des principaux architectes des alliances et organisations internationales les plus efficaces, les Etats-Unis demeurent le pays qui applique la politique la plus multilatérale dans le monde actuel.

La mondialisation joue un rôle important pour renforcer cette optique mondiale parce qu'elle force les Etats-Unis à penser et à agir en ayant de nombreuses régions à l'esprit. Tel que je l'utilise ici, le terme « mondialisation » signifie non pas une idéologie ou une politique mais une tendance factuelle : le déroulement d'activités internationales croissantes dans de nombreux domaines, notamment le commerce, les finances, les investissements, la technologie, les armements, les communications, les idées et les valeurs. De ce fait, des régions autrefois distantes se rapprochent dans le cadre de relations croissantes, des activités fonctionnelles autrefois séparées s'influencent mutuellement, le rythme des changements s'accélère et l'interdépendance s'accroît. Les événements qui surviennent en un lieu donné ne sont plus isolés parce qu'ils sont susceptibles d'avoir des répercussions ailleurs.

En substance, le monde devient une scène unique sur laquelle de nombreux acteurs – nations, institutions multinationales et organes transnationaux – jouent maintenant un rôle important et sont continuellement en interaction. Bien des pays doivent maintenant adopter un point de vue internationaliste et les Etats-Unis plus que tout autre.

En tant que tendance profondément enracinée et irréversible, la mondialisation à l'âge de l'information est peut-être la principale réalité pressante de notre époque, une tendance qui crée un cadre dans lequel d'autres forces puissantes entrent en jeu. Dans une certaine mesure, la mondialisation s'est déclenchée parce que les démocraties sont sorties victorieuses, au xx^e siècle, de leur lutte prolongée contre les idéologies totalitaires. L'effondrement de l'ordre bipolaire de la guerre froide a ouvert la voie à un regain d'activité internationale, dans un climat où les gouvernements représentatifs, les marchés libres, l'épanouissement des relations commerciales et la collaboration multilatérale sont devenus l'étalon du progrès dans bien des endroits. La mondialisation

était considérée, il y a quelques années, comme uniformément positive du fait qu'elle stimule la croissance économique et l'ouverture des sociétés, mais l'expérience récente montre qu'elle a aussi ses inconvénients. Elle peut déstabiliser certains pays, aliéner des coutumes ancestrales et rendre des régions entières vulnérables aux fluctuations spontanées de l'économie mondiale. Dans les pays les moins favorisés, elle peut faire naître dans la population du ressentiment à l'égard de son sort et la décourager devant les obstacles aux progrès qui se dressent devant elle. De plus, elle peut fournir à des protagonistes insatisfaits les technologies et autres moyens de frapper violemment à de grandes distances, non seulement leurs voisins mais aussi les Etats-Unis et leurs alliés.

En partie à cause des effets divers de la mondialisation, le monde a bifurqué. La communauté démocratique, qui représente environ 30 % de la population mondiale mais possède 70 % de ses richesses, est stable, unie et prospère. Mais la situation est loin d'être aussi bonne ailleurs et le progrès y est moins rapide. C'est particulièrement le cas le long de ce qu'on appelle « l'arc austral d'instabilité » qui s'étend du Proche-Orient au littoral asiatique. Cette vaste zone est rendue chaotique par toute une série de problèmes : absence de sécurité, déséquilibre du pouvoir, pauvreté, inefficacité des gouvernements, chômage élevé et fondamentalisme islamique extrémiste. Il en résulte un terrain fertile pour les principaux dangers du monde actuel, y compris les terroristes, les tyrans, les gouvernements dévoyés, la prolifération des armes de destruction massive (ADM), les tensions ethniques, les échecs des gouvernements, la pénurie de ressources, les rivalités géopolitiques, le trafic de stupéfiants et le crime organisé. Comme l'indique la Stratégie de sécurité nationale, ces problèmes et ces dangers doivent être maîtrisés si nous voulons que l'avenir soit pacifique et que les possibilités offertes par la mondialisation soient exploitées.

LES PRINCIPALES CARACTERISTIQUES DE LA STRATEGIE

La Stratégie de sécurité nationale se compose d'éléments qui sont, comme elle, spécifiquement américains. Tout au long de la guerre froide, la

politique étrangère américaine a recherché un mélange de sécurité, de stabilité, de démocratisation et de progrès économique. La nouvelle stratégie applique à la situation fluide actuelle ces caractères permanents de la doctrine américaine. Pour protéger le territoire américain contre les nouvelles menaces et promouvoir un progrès pacifique dans les zones en proie à des troubles, les huit caractéristiques principales de cette stratégie nécessitent des efforts pour :

1. se faire les champions des aspirations à la dignité humaine ;
2. renforcer les alliances afin de vaincre le terrorisme international ;
3. œuvrer avec d'autres parties pour désamorcer les conflits régionaux ;
4. empêcher les ennemis des Etats-Unis de les menacer au moyen d'armes de destruction massive ;
5. instaurer une ère nouvelle de croissance économique mondiale par la mise en place de marchés libres et la pratique du libre-échange ;
6. agrandir le cercle du développement en ouvrant les sociétés et en bâtissant l'infrastructure de la démocratie ;
7. élaborer des programmes d'action coopérative avec d'autres grands centres de pouvoir mondiaux ; et
8. transformer les institutions de sécurité nationale des Etats-Unis afin de relever les défis et de saisir les possibilités du XXI^e siècle.

En réponse aux événements du 11 septembre 2001 et à leurs suites, d'énergiques mesures de sécurité se voient accorder une place importante dans ce programme. La Stratégie de sécurité nationale précise que les Etats-Unis agiront avec force pour venir à bout des terroristes et de ceux qui les soutiennent et pour les empêcher d'attaquer le territoire et les amis des Etats-Unis. Elle prévoit que les Etats-Unis n'hésiteront pas à agir seuls pour lancer des attaques militaires contre les terroristes. Mais elle proclame aussi que les Etats-Unis vont former des coalitions avec leurs amis et alliés et qu'ils mèneront une guerre psychologique contre le terrorisme, soutiendront les gouvernements modérés du monde musulman et s'efforceront d'améliorer les conditions économiques difficiles qui donnent naissance au terrorisme.

La Stratégie de sécurité nationale fait preuve d'une même fermeté dans sa lutte contre la prolifération des ADM par les pays dévoyés. Elle prévoit des mesures énergiques en faveur de la sécurité nationale, des défenses antimissiles et une modernisation des forces militaires les rendant capables de lutter efficacement contre la prolifération. Elle précise clairement que les Etats-Unis seront prêts – sur une base sélective et limitée – à lancer des attaques préventives contre les pays hors-la-loi dotés d'ADM et contre les terroristes qui posent un danger immédiat d'attaque. Mais elle déclare aussi que les Etats-Unis collaboreront sur le plan multilatéral avec leurs partenaires dans l'usage de la diplomatie, du contrôle des armements et des exportations ainsi que de l'assistance visant à réduire les menaces et à décourager la prolifération des ADM. De même, elle préconise d'importantes initiatives diplomatiques pour aider à désamorcer les tensions régionales comme les conflits israélo-palestinien et indo-pakistanaïsi qui encouragent le terrorisme, la prolifération des ADM et d'autres dangers.

Les accusations selon lesquelles les Etats-Unis vont faire preuve d'hégémonie et d'unilatéralisme dans les questions de sécurité sont démenties par l'appel lancé dans le cadre de la Stratégie de sécurité nationale en faveur d'une coopération multilatérale avec leurs alliés de longue date et leurs nouveaux partenaires. Cette stratégie souligne la nécessité pour l'OTAN de se préparer à accomplir de nouvelles missions et à développer et à améliorer les forces militaires européennes susceptibles d'intervenir aux côtés de forces américaines transformées. En Asie, elle prévoit que les alliances actuelles entre les Etats-Unis, le Japon, la Corée du Sud et l'Australie acquerront un accent régional et qu'on mettra à profit l'ASEAN et l'APEC pour promouvoir le progrès. Chose importante, la stratégie préconise la collaboration avec de grandes puissances comme la Russie, la Chine et l'Inde pour faire face aux problèmes de sécurité. En fait, elle affirme que la fin de la bipolarité a ouvert la voie à des relations pacifiques entre grandes puissances de façons qui peuvent aider à stabiliser pendant de nombreuses années la géopolitique mondiale, à condition que ces puissances résistent à la tentation de devenir des rivales.

De même, les accusations selon lesquelles les Etats-Unis ont des préoccupations égoïstes en ce qui concerne les politiques en matière de sécurité et les questions militaires sont démenties par l'appel de la Stratégie de sécurité nationale en faveur d'efforts soutenus pour promouvoir la démocratisation et le développement économique. Environ la moitié des pays de la planète, en Amérique du Nord, en Europe et dans une grande partie de l'Asie et de l'Amérique latine, sont des démocraties. La nouvelle stratégie espère étendre la démocratie à de nouvelles régions de façon à promouvoir les droits de l'homme ainsi que la bonne gestion des affaires gouvernementales et à encourager la libre entreprise. Elle indique que les gouvernements autoritaires peuvent s'engager progressivement sur la voie de la démocratie en adoptant peu à peu des réformes politiques et en ouvrant leur société. La composante économique de la stratégie envisage des accords bilatéraux et régionaux visant à étendre la prospérité des démocraties riches à des régions pauvres comme l'Amérique latine, le Proche-Orient, l'Asie du Sud, l'Afrique et certaines parties de l'Asie de l'Est. Elle ne s'attend pas à des miracles économiques pour ces régions mais à une croissance annuelle plus rapide qui leur permettrait de doubler leur richesse en l'espace de dix ans. Elle déclare que si les démocraties riches ont une économie saine, cela facilitera la croissance dans les pays pauvres en encourageant les exportations et les importations. Elle estime que le libre-échange, les investissements, les mouvements de capitaux, les finances et l'accroissement de la productivité sont les meilleurs mécanismes qui existent pour encourager cette croissance. Elle prévoit également une augmentation de l'assistance économique américaine grâce au nouveau Compte du millénaire et à l'octroi de dons plutôt que de prêts qui s'ajouteront à l'aide de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international (FMI), tout en précisant que cette assistance ira principalement aux pays qui auront des gouvernements efficaces et qui adopteront les réformes économiques indispensables pour qu'elle porte ses fruits. A cette aide s'ajouteront des programmes visant à promouvoir la santé publique, les droits des travailleurs, l'éducation, de nouvelles sources d'énergie et le contrôle des émissions de gaz à effet de serre.

LES CHANCES DE SUCCES

Bien que la Stratégie de sécurité nationale soit controversée dans certains milieux et incomprise dans d'autres, ses chances de succès sont bonnes si elle est appliquée fermement et judicieusement. Des commentateurs ont fait observer que la nouvelle stratégie faisait évoluer la politique dans une direction conservatrice : l'abandon de l'accord de Kyoto sur le réchauffement de la planète en est un exemple. Mais il n'en reste pas moins qu'elle demeure fermement ancrée dans la tradition bipartite qui guide la politique américaine depuis de nombreuses années. Fait également important, elle s'écarte du statu quo en faveur de mesures novatrices qui réagissent aux nouveaux dangers et aux changements rapides qui surgissent à l'étranger. Les nouvelles orientations politiques, qui semblent de prime abord teintées d'unilatéralisme, sont souvent le précurseur d'un nouveau multilatéralisme : un exemple en est fourni par le retrait des Etats-Unis du traité ABM, qui a mené à un nouvel accord avec la Russie sur la réduction des armes offensives alors même que de simples défenses antimissiles sont mises sur pied. De ce fait, la nouvelle stratégie semble pouvoir faire l'objet d'un consensus général aux Etats-Unis, même si ses caractéristiques suscitent des controverses et sont indubitablement appelées à évoluer avec le temps.

Sa hauteur de vues et ses efforts pour incorporer dans un tout homogène les mesures de sécurité et la politique économique constituent l'un des principaux atouts de cette stratégie. A la base, on espère qu'en exploitant les points forts des Etats-Unis avec l'aide de leurs proches alliés et des autres grandes puissances, elle pourra étouffer les menaces nouvelles et poser les bases de stabilité et de sécurité dans les pays en proie à des troubles, bases sur lesquelles pourront reposer la prospérité économique et la démocratie. On espère que le progrès dans ces domaines améliorera à son tour la sécurité de façon à encourager une nouvelle ère de collaboration internationale. Il ne fait aucun doute que cet ambitieux et astreignant programme exigera de l'ensemble du gouvernement américain qu'il prenne la sécurité nationale très au sérieux dans les années à venir et qu'il utilise tous les outils dont il dispose. Des ressources suffisantes seront également indispensables dans tous les domaines

La Stratégie de sécurité nationale prévoit une transformation de l'appareil militaire soutenue par un accroissement des budgets de la défense qui préparera les forces américaines à de nouvelles missions stratégiques, notamment lors d'événements imprévus dans des zones géographiques peu familières. Au fur et à mesure que cette transformation s'accélénera, les forces américaines acquerront des réseaux de communication, de nouvelles technologies et de nouveaux concepts opérationnels qui les prépareront à des expéditions militaires communes. Cela aura pour effet d'assurer que les forces américaines demeureront les meilleures du monde et seront capables de vaincre rapidement de futurs adversaires. Cette initiative doit cependant s'accompagner d'efforts pour préparer nos autres organes de sécurité nationale à poursuivre de nouveaux objectifs et renforcer le renseignement et le respect des lois sur le plan international. L'affectation de ressources suffisantes sera également nécessaire pour soutenir la diplomatie, l'assistance économique, la politique commerciale entre autres. Chose aussi importante, l'efficacité de la performance à l'âge de l'information reposera sur les connaissances. La capacité du gouvernement américain à mobiliser les compétences nécessaires de façon à pouvoir comprendre la situation mondiale et évaluer avec exactitude les conséquences de ses actes sera un facteur décisif pour déterminer le succès de la nouvelle stratégie.

Une difficulté permanente que devra surmonter le gouvernement américain consistera à ne pas s'écarter de son programme à long terme tout en gérant les crises quotidiennes. Etant donné que les Etats-Unis ne peuvent appliquer ce programme à eux seuls, il sera indispensable de mobiliser l'aide de leurs alliés et de réformer les vieilles alliances de la guerre froide pour assumer de nouvelles missions. Avec le succès du sommet de l'OTAN à Prague, en novembre 2002, un grand pas a été fait dans la bonne direction lorsqu'on a préconisé une nouvelle force de réaction rapide et d'autres moyens militaires de projection de la puissance. Le besoin d'aide s'applique également aux grandes puissances qui sont en dehors du système d'alliances dirigé par les Etats-Unis, y

compris la Russie, la Chine et l'Inde. Former de meilleurs partenariats avec d'autres pays dans les régions en proie au chaos est une autre initiative clé. Les tendances récentes sont encourageantes, mais il ne faut pas s'attendre à ce que ces tâches soient faciles à accomplir. Même si nos alliés nous fournissent de l'aide, un grand nombre des problèmes qui assaillent le monde seront difficiles à résoudre dans de brefs délais. Etouffer des dangers précis est peut être faisable mais difficile. Créer une situation pacifique dans de nombreuses régions risque d'être problématique et malaisé. Les relations entre l'Europe et la Russie sont prometteuses mais l'application du triple programme qui consiste à préserver des relations pacifiques avec la Chine dans la situation fluide qui règne en Asie, à apaiser la rivalité entre l'Inde et le Pakistan, et à stabiliser le Proche-Orient et le golfe Persique ne sera pas aisée. De même, promouvoir la prospérité économique et la démocratie à travers le monde promet d'être frustrant et d'exiger beaucoup de temps. La nouvelle Stratégie de sécurité nationale des Etats-Unis a beaucoup de travail devant elle ; elle devra vraisemblablement établir des priorités et se fixer des limites et il se peut qu'elle se heurte à des échecs. Mais même si elle n'est que partiellement efficace dans la façon dont elle assurera la sécurité des Etats-Unis et de leurs alliés, et même si elle s'accompagne d'un progrès modéré dans les régions en proie aux troubles, elle aura néanmoins atteint son but et apporté une contribution valable. ©

Les opinions exprimées dans le présent article sont celles de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement les vues ni les politiques du gouvernement des Etats-Unis.

L'EMPLOI PREVENTIF DE LA FORCE MILITAIRE AMERICAINE : UNE PERSPECTIVE HISTORIQUE

Richard Grimmett

*Spécialiste en matière de défense nationale, Division des affaires étrangères, de la défense et du commerce
Service de recherches du Congrès des Etats-Unis*

Le présent rapport passe en revue les antécédents historiques des Etats-Unis en matière d'utilisation préventive de leur force militaire, un sujet qui est abordé dans la Stratégie de sécurité nationale des Etats-Unis récemment publiée. Il est dû à Richard Grimmett, spécialiste en défense nationale au Service de recherches du Congrès, qui analyse et commente les actions militaires passées des Etats-Unis pouvant être raisonnablement considérées comme étant de nature préventive.

CONTEXTE

Ces derniers mois, la question de l'emploi éventuel dit « préventif » de la force militaire par les Etats-Unis pour défendre leur sécurité a été évoquée par le président Bush et par certains membres de son administration, cette option étant envisagée en particulier contre l'Irak.(1) La présente étude porte sur les antécédents historiques des Etats-Unis en la matière. Elle passe en revue les actions militaires passées des Etats-Unis pouvant être raisonnablement considérées comme étant de nature préventive. Aux fins de la présente analyse, est considéré comme « préventif » le recours à l'action militaire par les Etats-Unis contre une autre nation afin de l'empêcher de lancer une attaque militaire ou d'user de la force contre eux. Les considérations qui suivent sont fondées sur l'examen de tous les emplois notables de la force militaire par les Etats-Unis depuis la création de la République.

APERÇU HISTORIQUE

Les annales des Etats-Unis indiquent que ceux-ci n'ont jamais, à ce jour, lancé d'attaque militaire préventive contre une autre nation. Ils n'ont jamais non plus attaqué une autre puissance avant d'avoir été eux-mêmes attaqués ou avant que leurs ressortissants ou leurs intérêts ne l'aient été, à la seule exception de la guerre hispano-américaine (1898). Cette guerre a ceci d'unique que le principal objectif de l'action militaire des Etats-Unis était d'obliger l'Espagne à accorder l'indépendance politique à Cuba. Une loi du

Congrès des Etats-Unis adoptée immédiatement avant la déclaration de guerre à l'Espagne avait explicitement déclaré l'indépendance de Cuba, exigé de l'Espagne le retrait de ses forces armées de l'île et autorisé le président à faire usage de la force militaire des Etats-Unis pour parvenir à ces objectifs.(2) L'Espagne ayant rejeté ces exigences, les deux pays échangèrent alors des déclarations de guerre.(3) On trouvera ci-après divers exemples d'emploi de la force que certains, en appliquant une définition moins stricte, pourront considérer comme des exemples historiques d'attaques préventives des Etats-Unis. Le dernier cas, la crise des missiles de Cuba de 1962, représente une situation porteuse de menaces qui, pourront noter certains, présentait des éléments plus proches de ceux présentés aujourd'hui par l'Irak. Mais cette crise a été résolue sans attaque préventive des Etats-Unis.

Les circonstances présidant à l'origine de la Guerre du Mexique prêtent quelque peu à controverse, mais l'on ne saurait parler dans ce conflit d'une attaque préventive des Etats-Unis. Pendant la Première Guerre mondiale et à son lendemain immédiat, dans le cadre des opérations des forces alliées, les Etats-Unis ont envoyé des forces dans certaines régions de la Russie pour protéger leurs intérêts et pour apporter une assistance limitée aux forces anti-bolcheviques durant la guerre civile russe. Dans les grandes opérations militaires lancées après la Deuxième Guerre mondiale, le président a soit obtenu du Congrès l'autorisation préalable de faire usage de la force militaire contre d'autres nations, soit donné

l'ordre de le faire de sa propre initiative pour appuyer des opérations multinationales telles que celles des Nations unies ou dans le cadre d'arrangements de sécurité mutuelle telle que l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN). On citera ici pour exemples la participation à la Guerre de Corée, la Guerre du Golfe de 1990-1991 et les opérations en Bosnie et au Kosovo au cours des années 1990. Toutefois, tous ces cas d'usage de la force militaire par les Etats-Unis, constituaient une réaction, une riposte, et pas une action de nature préventive.

INTERVENTIONS EN AMERIQUE CENTRALE ET DANS LES CARAÏBES

Ce n'est pas dire que les Etats-Unis n'aient pas employé leurs forces armées pour intervenir dans d'autres nations pour appuyer leurs intérêts en matière de politique étrangère. Toutefois, les interventions des forces armées américaines, notamment les quelques cas d'emploi unilatéral de la force dans la région Amérique centrale et Caraïbes au cours du xx^e siècle, n'étaient pas de nature préventive. Les interventions militaires des Etats-Unis dans les nations de cette région n'étaient pas motivées par l'opinion que celles-ci pourraient lancer une attaque armée contre les Etats-Unis. Au contraire, elles s'inscrivaient dans le contexte de l'application de la doctrine de Monroe, qui s'opposait aux ingérences sur le continent américain de nations extérieures. La politique américaine reposait sur la conviction que si les Etats de l'Amérique centrale et des Caraïbes avaient des régimes stables, il était moins probable que des pays extérieurs à la région cherchent à protéger leurs ressortissants ou leurs intérêts économiques en employant la force militaire contre l'un ou l'autre de ces Etats.

En conséquence, au début du xx^e siècle, par des traités conclus avec la République dominicaine en 1907(4) et avec Haïti en 1915(5), les Etats-Unis ont fait reconnaître leur droit de percevoir et de décaisser les recettes douanières de ces nations ainsi que celui de protéger le receveur général des douanes et ses assistants dans l'exercice de leurs fonctions. Ces dispositions, qui faisaient de ces deux pays des protectorats américains de fait, ont été résiliées sous l'administration du président Franklin Roosevelt. Des insurrections intérieures intermittentes contre les

autorités nationales ont conduit les Etats-Unis à intervenir pour rétablir l'ordre en Haïti de 1915 à 1934, et en République dominicaine de 1916 à 1924. Mais le but de ces interventions des forces armées américaines, appuyées par les traités en vigueur, était de maintenir ou de rétablir la stabilité politique et d'éliminer ainsi les possibilités d'interventions militaires de puissances étrangères, conformément aux principes de la doctrine de Monroe.

Des préoccupations analogues concernant les interventions étrangères dans un Nicaragua au régime politique instable ont conduit les Etats-Unis à accéder à la demande du président Adolfo Diaz et à envoyer leurs troupes dans ce pays en 1912 pour y rétablir l'ordre. Par le traité Bryan-Chamorro de 1914 avec le Nicaragua, les Etats-Unis avaient obtenu le droit de protéger le futur canal de Panama et de préserver leurs droits de propriété concernant tout futur canal inter-océanique passant par le Nicaragua de même que les îles nicaraguayennes louées en vue de leur utilisation comme bases militaires. Le traité Bryan-Chamorro accordait aussi aux Etats-Unis le droit de prendre toute mesure nécessaire afin de réaliser les objectifs du traité.(6) Il faisait donc du Nicaragua un quasi-protectorat des Etats-Unis. Les Etats-Unis ont invoqué la menace que les troubles politiques pouvaient constituer pour le canal de Panama ou pour leur droit de construire un autre canal pour justifier leur intervention et la présence prolongée de leurs forces armées au Nicaragua, considérant qu'ils contribuaient ainsi à la stabilité politique du pays. Les forces américaines ont été retirées du Nicaragua en 1933. Outre les cas qui viennent d'être mentionnés, les Etats-Unis sont intervenus en République dominicaine en 1965, à la Grenade en 1983 et au Panama en 1989, en réponse aux préoccupations inspirées par les menaces que l'instabilité politique faisait peser sur leurs ressortissants ou leurs intérêts dans ces pays. Bien que ces interventions militaires américaines dans les pays d'Amérique centrale et des Caraïbes aient prêté à controverse, l'examen du contexte dans lequel elles se situaient permet de dire objectivement qu'aucune d'elles ne constituait un emploi préventif de la force militaire de la part des Etats-Unis.(7)

OPERATIONS CLANDESTINES

Si l'usage préventif de la force par les Etats-Unis est généralement associé à l'emploi officiel des forces armées de la nation, il est important de noter que les Etats-Unis ont également eu recours aux opérations clandestines menées par du personnel d'organismes gouvernementaux pour tenter d'influencer la situation politique et militaire dans d'autres pays. Les archives publiques indiquent que les Etats-Unis ont pratiqué ce genre d'interventions pour empêcher certains groupes ou personnalités politiques de prendre le pouvoir ou de s'y maintenir, au détriment des intérêts des Etats-Unis et de nations amies. C'est ainsi par exemple – le fait a été largement rapporté – que des opérations clandestines ont été menées avec succès pour induire des changements dans le gouvernement de l'Iran en 1953 et au Guatemala en 1954. Elles ont échoué à Cuba en 1961. L'approche générale des opérations clandestines consiste, selon la description qui en est donnée, à appuyer dans un pays donné des forces politiques, militaires ou paramilitaires locales pour leur permettre de se maintenir au pouvoir ou d'y accéder, de manière à ce que les intérêts des Etats-Unis ou de leurs alliés ne soient pas menacés. Aucune de ces activités n'aurait donné lieu au déploiement de troupes américaines en nombre significatif car, de par leur nature même, les actions clandestines ont pour but de produire un résultat sans attirer l'attention sur le rôle des Etats-Unis dans les opérations.(8) Les interventions clandestines de ce type pourraient éventuellement être considérées comme des actions préventives visant à s'opposer à une évolution indésirable de la situation politique ou militaire dans d'autres pays. Mais étant donné leur envergure limitée au regard des grandes opérations militaires classiques, il semble plus approprié d'y voir des mesures accessoires accompagnant des interventions militaires de plus vaste portée. En tant que telles, les opérations clandestines des Etats-Unis ne semblent pas constituer de véritables cas d'emploi préventif des forces armées.

CRISE DES MISSILES DE CUBA DE 1962

Le seul cas notable, significatif et bien documenté, dans lequel une action militaire préventive ait été sérieusement envisagée par les Etats-Unis, sans avoir été mise à exécution, est celui de la crise des missiles cubains d'octobre 1962. Des observations aériennes au moyen d'avions espions ayant révélé aux Etats-Unis que l'Union soviétique mettait subrepticement en place à Cuba des missiles balistiques à capacité nucléaire de portée intermédiaire, capables d'atteindre une vaste région de l'est du territoire américain, le président John Kennedy a dû décider s'il serait prudent d'effectuer des frappes aériennes pour détruire les installations de lancement des missiles avant qu'elles ne deviennent opérationnelles et avant que les Soviétiques ou les Cubains n'apprennent que les Etats-Unis étaient informés de leurs lieux d'implantation. Pendant que l'option de la frappe préventive était envisagée, après de nombreux débats entre ses conseillers sur les implications d'une telle action, le président Kennedy a adopté une approche mesurée mais ferme de la crise consistant à imposer un blocus maritime de l'île de Cuba pour empêcher l'Union soviétique de continuer d'envoyer des fournitures et du matériel militaire destinés aux sites des missiles tout en recherchant activement une résolution diplomatique de la crise. Cette approche s'est révélée efficace et la crise a été résolue par des moyens pacifiques.(9) ●

Notes

1. Voir les allocutions (en anglais) du président George Bush à West Point le 1^{er} juin 2002 à : <http://www.whitehouse.gov/news/releases/2002/06/20020601-3.html>. (En français, à : <http://usinfo.state.gov/regional/af/security/french/f2060402.htm>) et aux Nations unies le 12 septembre 2002 à : <http://www.whitehouse.gov/news/releases/2002/09/200209121.htm>. (En français, à : <http://usinfo.state.gov/regional/af/security/french/f2091204.htm>) ; Washington Post, 2 juin 2002, page A1 ; Washington Post, 13 septembre 2002, page A1.
2. Résolution conjointe du 20 avril 1898 [Res. 241 30 Stat. 738.]
3. Il n'y a pas eu d'attaque militaire directe des Etats-Unis par l'Espagne avant l'échange de déclarations de guerre et l'engagement des hostilités par les Etats-Unis en 1898. Voir « Declarations of War and Authorizations for the Use of Military Force : Background and Legal Implications », CRS Report RL31133, par David Ackerman et Richard Grimmett. Un événement notable, la perte de l'USS Maine dans le port de la Havane, est venu apporter un argument supplémentaire aux partisans de la guerre contre l'Espagne. La cause du naufrage de l'USS Maine n'a pas encore été pleinement élucidée. Selon les théories les plus récentes, la destruction du navire n'a pas été causée par une attaque venue de l'extérieur, telle que la pose d'une mine par une équipe étrangère, mais par une explosion d'origine interne.

4. 7 UST 196.
5. 8 UST 660.
6. 10 UST 379.
7. Pour un excellent exposé sur la politique des Etats-Unis à l'égard des nations des Caraïbes et de l'Amérique centrale au cours de la première moitié du xxe siècle, voir « A Diplomatic History of the United States » de Samuel Flagg Bemis. New York. Holt, Rinehart and Winston, Inc. 1965, pp. 519-538. Pour une étude historique détaillée contenant d'intéressants aperçus et remarques sur les mesures prises par les Etats-Unis envers les nations des Caraïbes et de l'Amérique centrale, voir les chapitres 9, 11 et 12 de « The Latin American Policy of the United States » de Samuel Flagg Bemis. New York. Harcourt, Brace & World, 1943. (Réimpression en livre de poche à New York, par W. W. Norton & Company, Inc., 1967).
8. La Section 503(e) de la Loi sur la sécurité nationale de 1947 amendée définit l'opération clandestine comme « une ou plusieurs activités du gouvernement des Etats-Unis visant à influencer sur la situation politique, économique ou militaire à l'étranger, en veillant à ce que le rôle du gouvernement des Etats-Unis ne soit pas visible ni reconnu publiquement ».
9. Pour des informations de base détaillées sur les questions relatives à un emploi éventuel des forces armées à titre préventif contre les sites des missiles soviétiques en cours d'aménagement à Cuba et sur le processus de délibérations entrepris par le président Kennedy et ses principaux conseillers, voir les transcriptions publiées des enregistrements effectués pendant leurs réunions à la Maison-Blanche dans « The Kennedy Tapes: Inside the White House during the Cuban Missile Crisis ». Ernest R. May and Philip D. Zelikow (eds.). Cambridge, Massachusetts. Harvard University Press, 1997.

Les opinions exprimées dans le présent article sont celles de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement les vues ni les politiques du gouvernement des Etats-Unis.

APERÇU SOMMAIRE DE LA STRATEGIE INTERNATIONALE DES ETATS-UNIS

« La cause nationale a toujours été plus grande que la défense nationale. Nous nous battons, comme nous l'avons toujours fait, pour une paix équitable, une paix qui favorise la liberté de l'homme. Nous défendrons la paix contre les menaces émises par les terroristes et les tyrans. Nous préserverons la paix en élaborant de bonnes relations entre les grandes puissances. Et nous généraliserons la paix en encourageant des sociétés libres et ouvertes dans tous les continents. »

Le président Bush

West Point (New York) 1^{er} juin 2002

Les Etats-Unis jouissent d'une puissance et d'une influence sans précédent et inégalées dans le monde. Reposant sur la foi dans les principes de la liberté et de la valeur d'une société libre, cette situation est assortie de responsabilités, d'obligations et de possibilités sans parallèle. La force de notre nation doit être employée pour promouvoir un équilibre des puissances qui privilégie la liberté.

Pendant la majeure partie du XX^e siècle, le monde était divisé par une grande lutte idéologique, celle de visions totalitaires destructives contre la liberté et l'égalité.

Cette grande lutte a pris fin. Les visions militantes de classe, de nation et de race qui promettaient des utopies et apportaient la misère ont été défaites et discréditées. L'Amérique est menacée à présent moins par des Etats conquérants que par des Etats en faillite. Nous sommes menacés moins par des flottes et des armées que par des technologies catastrophiques aux mains de quelques aigris. Nous devons vaincre ces menaces dirigées contre notre nation, nos alliés et nos amis.

Le temps présent est également porteur de possibilités pour l'Amérique. Nous nous emploierons à transformer ce moment d'influence en des décennies de paix, de prospérité et de liberté.

La Stratégie de sécurité nationale des Etats-Unis sera fondée sur un internationalisme typiquement américain qui reflète l'amalgame de nos valeurs et de nos intérêts nationaux. Cette stratégie vise à bâtir non seulement un monde plus sûr mais aussi un monde meilleur. Nos objectifs sur la voie du progrès sont clairs : liberté politique et économique, relations pacifiques avec les autres Etats et respect de la dignité humaine.

Et cette voie n'est pas réservée à l'Amérique : elle est ouverte à tous. Pour atteindre ces objectifs, les Etats-Unis :

- se feront les champions des aspirations à la dignité humaine ;
- renforceront les alliances afin de vaincre le terrorisme international et s'emploieront à prévenir les attaques qui les visent ainsi que leurs amis ;
- œuvreront avec d'autres parties pour désamorcer les conflits régionaux ;
- empêcheront leurs ennemis de les menacer, eux, leurs alliés et leurs amis, au moyen d'armes de destruction massive ;
- instaureront une ère nouvelle de croissance économique mondiale par la mise en place de marchés libres et la pratique du libre-échange ;
- élargiront le cercle du développement en ouvrant les sociétés et en bâtissant l'infrastructure de la démocratie ;
- élaboreront des programmes d'action coopérative avec d'autres grands centres de pouvoir mondiaux ; et
- transformeront leurs institutions de sécurité nationale afin de relever les défis et de saisir les possibilités du XXI^e siècle.

Source : La Stratégie de sécurité nationale des Etats-Unis d'Amérique, septembre 2002, la Maison-Blanche.

La Stratégie de sécurité nationale des Etats-Unis : une ère nouvelle
BIBLIOGRAPHIE & PRINCIPAUX SITES INTERNET
(EN ANGLAIS)

*Le département d'Etat américain n'est pas responsable du contenu
ou de la disponibilité des ressources énumérées ci-dessous.*

SITES DU GOUVERNEMENT AMERICAIN :

U.S. Commission on National Security
<http://www.nssg.gov/>

U.S. Department of State: International Information
Programs: International Security
<http://usinfo.state.gov/topical/pol/>

U.S. National Security Council
<http://www.whitehouse.gov/nsc/>

U.S. National Security Council. THE NATIONAL
SECURITY STRATEGY OF THE UNITED
STATES OF AMERICA. Washington: Government
Printing Office, September 2002. 35p.
<http://www.whitehouse.gov/nsc/nss.html>

U.S. President: Policies in Focus: National Security
<http://www.whitehouse.gov/response/index.html>

ARTICLES:

Gaddis, John Lewis. A GRAND STRATEGY OF
TRANSFORMATION (*Foreign Policy*, no. 133,
November/December 2002, pp. 50-57)
[http://www.foreignpolicy.com/issue_novdec_2002/
gaddis.html](http://www.foreignpolicy.com/issue_novdec_2002/gaddis.html)

Hirsh, Michael. BUSH AND THE WORLD (*Foreign
Affairs*, vol. 81, no. 5, September/October 2002,
pp. 18-44)
<http://www.foreignaffairs.org/articles/hirsh0902.html>

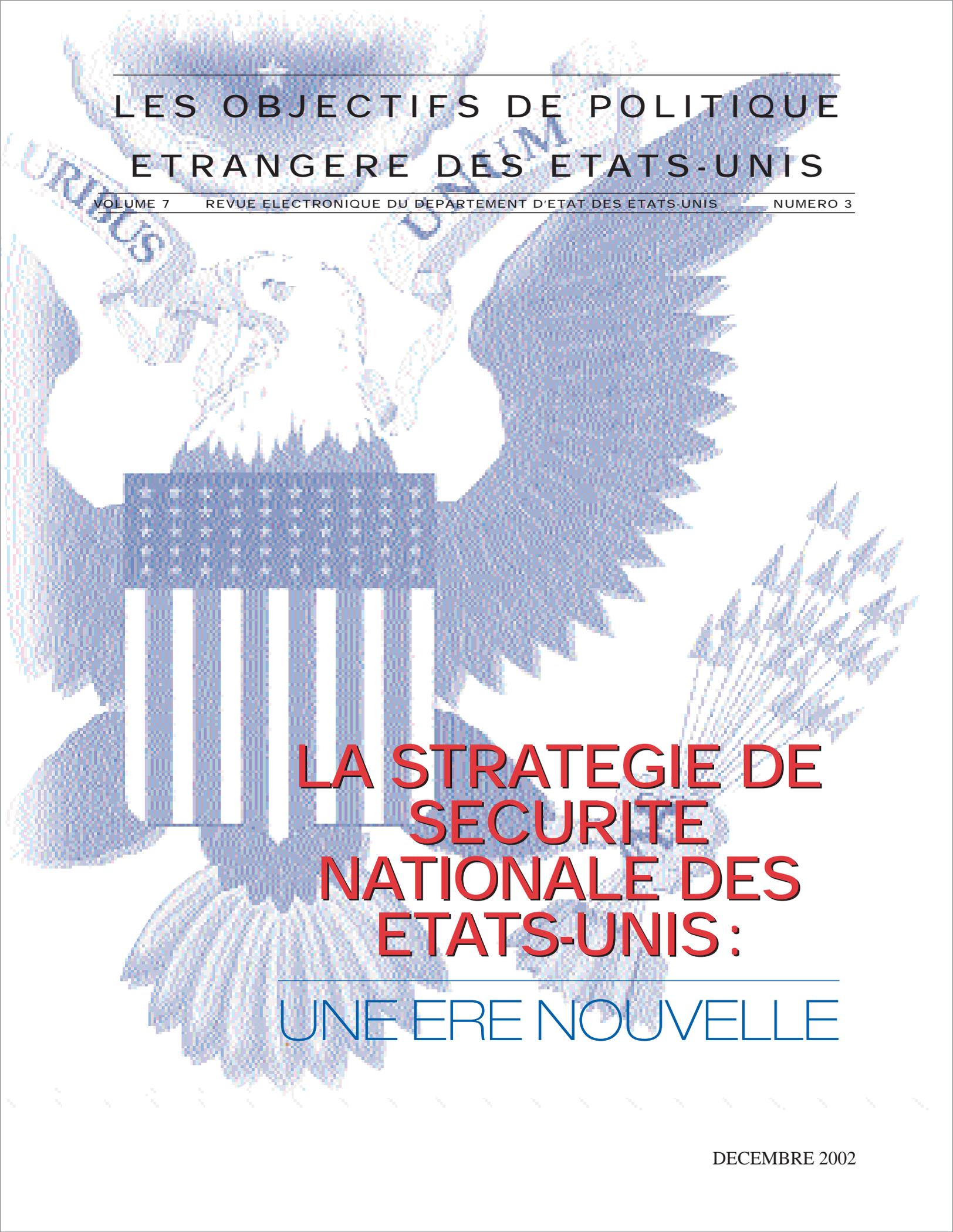
Kissinger, Henry. PREEMPTION AND THE END
OF WESTPHALIA (*New Perspectives Quarterly*,
vol. 19, no. 4, Fall 2002, pp. 31-36)
http://www.npq.org/archive/2002_fall/kissinger.html

Kucia, Christine. COUNTERPROLIFERATION AT
CORE OF NEW SECURITY STRATEGY (*Arms
Control Today*, vol. 32, no. 8, October 2002, p. 30)
[http://www.armscontrol.org/act/2002_10/
secstrategyoct02.asp](http://www.armscontrol.org/act/2002_10/secstrategyoct02.asp)

O'Hanlon, Michael; Rice, Susan; Steinberg, James B.
THE NEW NATIONAL SECURITY STRATEGY
AND PREEMPTION. Washington: Brookings
Institution, November 14, 2002. 11p.
[http://www.brook.edu/views/papers/ohanlon/
20021114.htm](http://www.brook.edu/views/papers/ohanlon/20021114.htm)

Rice, Condoleezza. ANTICIPATORY DEFENSE IN
THE WAR ON TERROR (*New Perspectives
Quarterly*, vol. 19, no. 4, Fall 2002, pp. 5-8)
http://www.npq.org/archive/2002_fall/rice.html

Spencer, Jack. THE NEW NATIONAL SECURITY
STRATEGY: AN EFFECTIVE BLUEPRINT FOR
THE WAR ON TERROR. Washington: The Heritage
Foundation, September 25, 2002.
[http://www.heritage.org/Research/HomelandDefense/
WM149.cfm](http://www.heritage.org/Research/HomelandDefense/WM149.cfm) ©



LES OBJECTIFS DE POLITIQUE
ETRANGERE DES ETATS-UNIS

VOLUME 7

REVUE ELECTRONIQUE DU DEPARTEMENT D'ETAT DES ETATS-UNIS

NUMERO 3

**LA STRATEGIE DE
SECURITE
NATIONALE DES
ETATS-UNIS:**

UNE ERE NOUVELLE

DECEMBRE 2002